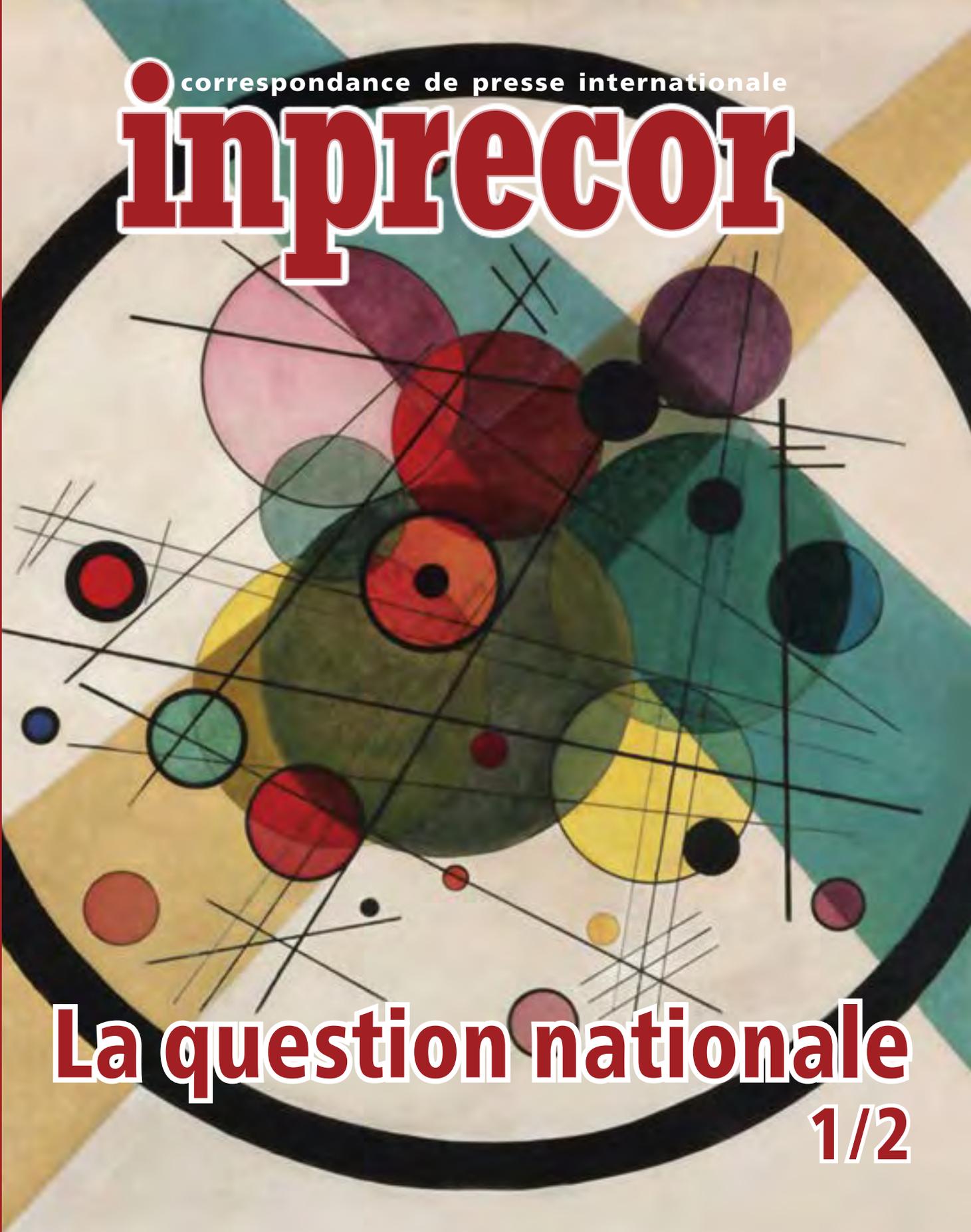


inprecor

correspondance de presse internationale
inprecor



La question nationale
1/2

Le chemin vers la victoire
et les tâches de la gauche ukrainienne
Sauver le climat pour construire un autre Brésil

novembre 2024 n° 726

5,50 € / 8 CHF

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre 2024 n° 726

Éditorial

Tassos Anastasiadis

L'actualité brûlante de la question nationale 3

Ukraine

Sotsialnyi Rukh

« Le chemin vers la victoire et les tâches de la gauche ukrainienne » 5

Suisse

Anouk Sayed

La Suisse remuée par une importante mobilisation étudiante pour la Palestine 7

République démocratique du Congo

Paul Martial

RDC : Une guerre de trente ans 9

Brésil

José Correa Leite

Sauver le climat pour construire un autre Brésil 13

Question nationale

Michael Löwy

Marxisme et question nationale, de Marx à Eric Hobsbawm 16

Entretien avec Michel Cahen

Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique 23

Paul Murphy

Unifier une classe ouvrière divisée 28

Lecture

Michael Löwy

Se tenir debout. Douze portraits pour une politique sensible, d'Edwy Plenel 36

Attention, nous changeons d'adresse, merci d'adresser désormais vos courriers au 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à Inprecor-PECCI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

L'actualité brûlante de la question nationale

Palestiniens, Ukrainiens, Kurdes, Ouïghours, Kanak, Martiniquais, de nombreux peuples sont directement concernés par une oppression coloniale directe, sans parler des nombreux peuples, notamment en Afrique, dont les territoires sont l'objet des convoitises des impérialistes, qui n'hésitent pas à utiliser les armes pour s'approprier les richesses des peuples. Nous avons considéré nécessaire d'aborder la question nationale sur deux numéros d'*Inprecor*, celui-ci et le prochain, afin d'en aborder différentes dimensions qui sont utiles pour nos luttes actuelles.

Par
Tassos Anastassiadis

Si la question « nationale » revient avec insistance dans les questions politiques c'est parce qu'elle pose un problème plus général pour l'émancipation, à savoir l'aliénation proprement politique. Celle-ci, en tant qu'exclusion de toute prise de décision essentielle sur la société, ne concerne pas que les prolétaires face aux bourgeois, mais toute forme d'identité ou de communauté face à la logique de l'accumulation du capital au niveau mondial.

Saisir les dynamiques

Dans le débat « classique » sur la question, bien rendu par les articles de Michael Löwy et Jaime Pastor (à paraître dans notre prochain numéro), le point fort de Lénine est qu'il s'est précisément refusé à essentialiser la « nation » en centrant son propos sur la généralisation du principe marxien selon lequel l'émancipation « sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » – et non pas un projet technocratique de « savants », même révolutionnaires. La faiblesse de ses détracteurs, dont Rosa Luxemburg, était de sous-estimer cet aspect nécessaire d'inclusion, subjective, dans toute prise de décision politique au profit d'une efficacité économique supposée, du progrès, etc.

À l'inverse, et paradoxalement, Rosa avait repéré la tendance inhérente et nécessaire à l'accumulation élargie du capital de pénétrer dans toute sphère non capitaliste, ce qu'elle appelle les « *tierces personnes* », pour permettre la rentabilité et reproduire en même temps ses conditions de reproduction sociale. Celles-ci incluent la concurrence généralisée ou la « guerre de tous contre tous », donc aussi bien l'exploitation que les oppressions. Cela concerne le colonialisme dans sa forme classique, mais jusqu'à et y compris la mondialisation libérale actuelle.

Processus d'exclusion

Processus d'exclusion

C'est d'ailleurs l'introduction du néolibéralisme qui a démenti le pronostic optimiste de Hobsbawm dans les années 1980, avec notamment l'explosion nationaliste, y compris guerrière, dans les Balkans, région où déjà au 19^e siècle la « question nationale »

s'était trouvée au centre de l'effritement de l'Empire ottoman.

Nous parlons de « question », car dès lors la construction de la nation et de son État n'est plus centrée sur l'inclusion de toute la population dans une communauté politique (même avec des exceptions) à l'inverse des sociétés féodales, absolutismes, monarchies, etc., mais sur l'exclusion – à l'extérieur (les autres « nations ») comme à l'intérieur (esclaves, prolétaires, femmes, « minorités », immigrés...).



Tassos Anastassiadis

Tassos Anastassiadis est membre de la section grecque de la IV^e Internationale, sociologue et journaliste. © Photothèque Rouge / JMB.

Ce n'est qu'au tout début des révolutions bourgeoises (notamment la Révolution française), et pour un laps de temps très court et très symbolique, que la nation et son État étaient censées rassembler tous les « peuples » contre la « tyrannie ». Dans les Balkans aussi, le rêve révolutionnaire de créer une nation contre le sultan s'est heurté à des forces bourgeoises concurrentielles, en quelque sorte « nationales ». Et à chaque fois il faut examiner les circonstances concrètes et les évolutions, comme le fait Paul Murphy pour l'Irlande.

Nations et ethnies

Les aborigènes de l'Océanie ou les « peuples premiers » des espaces colonisés de l'Amérique ou de l'Afrique (et même ailleurs, comme en Asie centrale) pourraient nous offrir des exemples de communautés entières qui restent plus ou moins exclues de la « nation » ou qui se sentent exclues en tant que telles.

L'article de Michel Cahen sur l'Afrique examine précisément cette richesse complexe d'identités, parfois nommée « ethniques », qui pose aussi et essentiellement – et le reproduit et le régénère – ce problème d'aliénation politique collective, le sentiment (et sa réalité) d'exclusion politique. S'il préfère parler de « degrés d'ethnicité », il montre qu'il s'agit bien de « questions nationales », fluides et mouvantes, mais retravaillées et modifiées en fonction de l'Histoire, de la colonisation, de la libération, des circonstances, mais

toujours basées sur la réalité d'une exclusion politique, parfois interne y compris dans les mouvements de libération !

La réalité des identités et des sentiments communautaires peut diverger dans ce qui les constitue (nation, ethnie, lignage, clan, tribu, caste, race, chefferie... mais aussi suivant des axes comme la spécialisation au travail ou même la religion), mais l'aspect important est l'exclusion politique (et parfois l'acapement des richesses). Le rapport à l'État, qui n'est pas, ou plus, un « État social », mais plutôt « ethno-clientéliste » ou « prébendier » et « comprador », n'aide évidemment pas. Mais n'est-il pas de même, à de degrés divers, des États néolibéraux actuels ?

Le soutien inconditionnel

Pour cela, il suffirait de regarder, au niveau macroéconomique, les questions des dettes et, au niveau

microéconomique, la transformation du prolétaire, vendeur de sa force de travail, en son propre investisseur, atomisé et fragilisé.

Face à des identités refuges, réelles ou imaginaires, la question politiquement pertinente semble être l'approche de Lénine sur la question nationale : non pas chercher l'essence de la nation ou tracer un sens au progrès ou à l'économie, mais différencier l'opprimé de l'opresseur et offrir inconditionnellement notre soutien à la subjectivité politique du premier. Ceci est valable non seulement pour les victimes et les résistants à l'oppression nationale proprement dite, comme les Gazaoui-es ou les Ukrainien-nes actuellement, mais à toutes les oppressions, nationales, culturelles, linguistiques, religieuses, de genre, de couleurs... qui s'étendent à cause du néolibéralisme mondialisé. ■

Le 22 octobre 2024

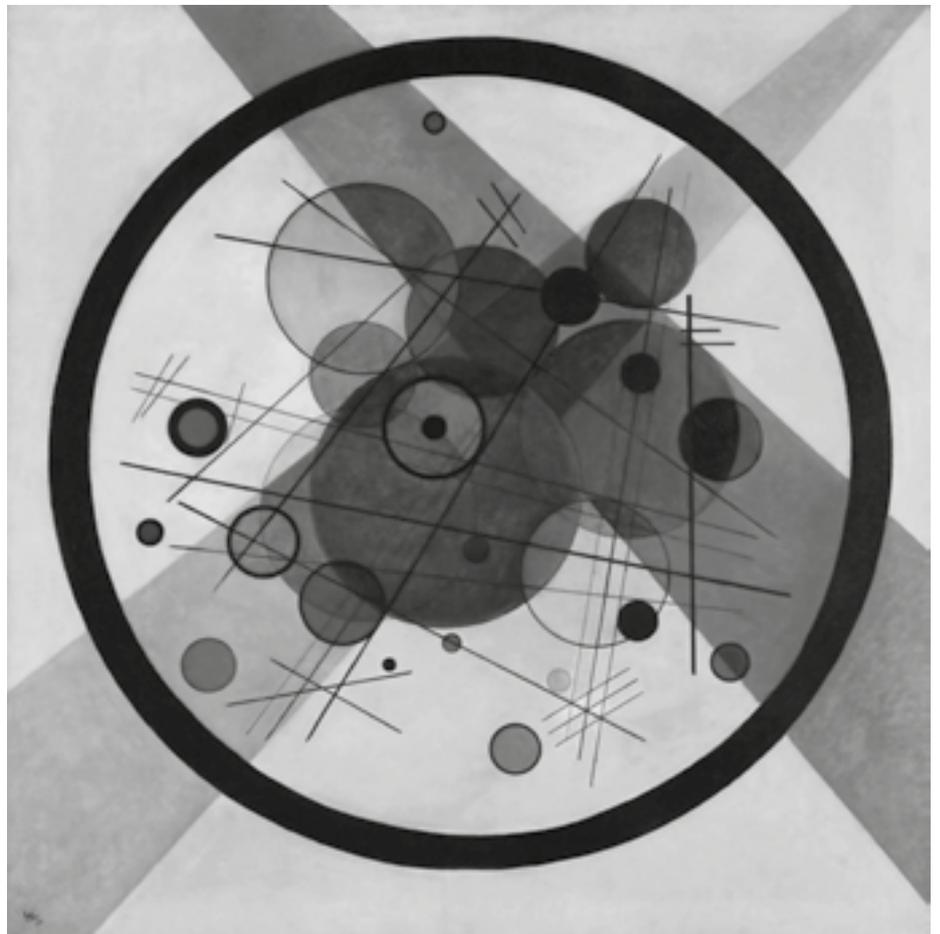


Image de couverture : Vassily Kandinsky, 1923 - Circles in a Circle

« Le chemin vers la victoire et les tâches de la gauche ukrainienne »

L'une des principales décisions de la conférence de Sotsialnyi Rukh, qui s'est tenue à Kiev les 5 et 6 octobre 2024, a été l'adoption d'une résolution. Le texte de la résolution est présenté ci-dessous.

Par
Sotsialnyi Rukh*

Une réponse honnête aux défis de la guerre, et non une politique hypocrite

Les perspectives incertaines de victoire de l'Ukraine sont dues au fait que la seule stratégie fiable d'opposition à l'agresseur – mobiliser toutes les ressources économiques disponibles pour soutenir la ligne de front et les infrastructures critiques – est en contradiction avec les intérêts de l'oligarchie. Du fait du libre marché, l'Ukraine a une caricature d'économie de guerre, et la concentration du luxe au milieu de la pauvreté devient explosive. Le refus de nationaliser les infrastructures de production, de taxer les grandes entreprises et d'allouer le budget nécessaire au réarmement fait que la guerre se poursuit au prix d'importantes pertes humaines et d'une mobilisation sans relâche.

Nous pensons que les autorités doivent entamer un dialogue avec la population sur les objectifs réalisables de la guerre et, surtout, introduire une économie de défense ou admettre le manque de préparation à un combat pour la victoire. Il faut que cesse l'incertitude concernant la durée du service militaire, car il s'agit d'une question de justice élémentaire. L'acquisition d'une supériorité technologique combinée à une attitude bienveillante à l'égard des personnes est la voie de la victoire.

Sotsialnyi Rukh prône le développement d'une économie de secteur public subordonnée aux priorités de la défense et du plein-emploi, et défend les droits des

personnes astreintes au service militaire à être traitées avec dignité, être démobilisées après une période de service définie et aidées à se réadapter.

La solidarité internationale comme moyen de surmonter la crise de l'ordre mondial

La guerre en cours en Ukraine est l'un des signes de la crise de l'ordre mondial fondé sur le modèle néolibéral. Celui-ci se caractérise par l'exploitation des pays pauvres par les pays riches, l'inégalité dans l'accès aux biens fondamentaux et la prospérité des élites financières au prix de l'asservissement par la dette de nations entières. Toutes ces caractéristiques du système néolibéral ont sapé la crédibilité du droit international et rendu inévitable la polarisation du monde.

Pour lutter contre l'agression russe et pour que la reconstruction d'après-guerre soit bénéfique aux travailleur-ses, nous avons besoin du soutien de la communauté internationale et d'une assistance humanitaire et militaire. L'intégration européenne ne doit pas servir de prétexte à des réformes antisociales, mais doit être réalisée sur une base équitable, accompagnée d'une amélioration du bien-être du peuple ukrainien et d'un renforcement de la démocratie.

Nous sommes convaincu-es que nos liens avec les mouvements de gauche de toute l'Europe aideront l'Ukraine à mieux se défendre. Dans le même temps, nous sommes solidaires des mouvements progressistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans leur lutte contre l'impérialisme. Nous condamnons les politiques d'agression et d'occupation d'autres



Sotsialnyi Rukh

Sotsialnyi Rukh, le Mouvement social, est une organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Ukraine. Traduit par Catherine Samary.

États, qu'il s'agisse de l'oppression de la population palestinienne par Israël, de la population kurde par la Turquie ou de la population yéménite par l'Arabie saoudite. Une nouvelle architecture des relations internationales est nécessaire, où il n'y aura pas de privilèges pour les « grandes puissances », le G7 ou les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et où la voix des peuples de la périphérie sera entendue.

Sotsialnyi Rukh prône le désarmement nucléaire, la coopération avec les forces de gauche qui reconnaissent le droit à l'auto-défense de l'Ukraine, et soutient la lutte des autres peuples pour leur libération.

Construire une « Ukraine pour tous » comme espace de solidarité et de sécurité

Alors que la guerre contre un ennemi extérieur était censée unir le peuple ukrainien, en réalité des tentatives

“*La guerre en cours en Ukraine est l'un des signes de la crise de l'ordre mondial fondé sur le modèle néolibéral.*”

honteuses sont faites pour diviser les Ukrainien·nes entre les « bons » et les « mauvais ». Au lieu d'unir le plus grand nombre autour des idées de justice, de liberté et de solidarité, on provoque des conflits dans la société. On assiste à des manifestations de chauvinisme linguistique, à la justification de l'hostilité envers les minorités nationales et la communauté homosexuelle, et à la culture de l'uniformité idéologique. Cela ne permettra pas la mondialisation de la lutte contre l'impérialisme russe et compliquera la réintégration des territoires occupés.

L'instauration de l'égalité est impossible sans surmonter la vulnérabilité sociale. À l'inverse, les coupes gouvernementales dans les dépenses sociales et la dérégulation irresponsable affectent déjà la résilience de la société. Il est temps de mettre fin aux politiques qui exacerbent les inégalités. Les demandes d'émancipation des femmes, d'espaces inclusifs pour les personnes handicapées et de soutien aux victimes de la violence d'extrême droite peuvent renforcer la capacité de l'Ukraine à résister à la tyrannie de l'intérieur et de l'extérieur. Prouver son humanité, c'est prendre l'avantage sur l'agresseur.

Sotsialnyi Rukh s'oppose aux politiques qui divisent la société et défend les droits sociaux en tant que condition préalable à l'affirmation de la dignité humaine. Nous exigeons un contrôle total de l'État sur la préservation de la vie et du bien-être des travailleurs qui sont en danger comme jamais.

La transformation écosocialiste est la clé de la survie

L'écoterrorisme du pays agresseur qu'est la Russie, combiné à des années d'exploitation prédatrice à grande échelle des ressources naturelles par les oligarques nationaux et à la négligence des autorités en matière de protection de l'environnement, menace les écosystèmes de l'Ukraine, sa biodiversité, ses ressources en eau potable, la fertilité de ses sols, ainsi que la santé et la vie de sa population. La guerre et les politiques capitalistes anti-environnementales affectent négativement les pauvres et les groupes discriminés, augmentant leur vulnérabilité.

Nous insistons sur la nécessité d'harmoniser la production sociale et la reproduction écologique sur la base des principes de l'écosocialisme. La transition verte doit être équitable, c'est-à-dire qu'elle doit prendre en compte les intérêts des travailleurs en créant de nouveaux emplois, en requalifiant les travailleur·ses, en fournissant des garanties sociales et des compensations à ceux qui risquent de perdre leur emploi à la suite de la fermeture d'entreprises. L'utilisation durable des ressources énergétiques nécessite une réduction du temps de travail, et la nationalisation des entreprises énergétiques permettra une gestion rationnelle des capacités hors de l'influence d'intérêts commerciaux. Nous soutenons les petits agriculteurs familiaux pour la sécurité alimentaire et l'écologisation de l'agriculture, l'idée de déprivatiser les ressources communes, et nous nous opposons fermement aux exploitations

agricoles monopolistiques qui détruisent l'écosystème.

Sotsialnyi Rukh développera, avec les syndicats et d'autres organisations progressistes de la société civile, un programme de transformation qui répondra aux intérêts à long terme des travailleurs, des paysans et d'autres groupes vulnérables en Ukraine dans le domaine de la production, de l'environnement et de l'énergie.

Les travailleur·ses ont porté le poids de la guerre, ils méritent donc d'être entendu·es

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, les travailleur·ses ont été au cœur de la résistance à l'agression, tant au front qu'à l'arrière. Malheureusement, alors que le fardeau principal de la guerre a été transféré vers les classes populaires, il n'y a pas de force politique de gauche en Ukraine capable de faire entendre les revendications des travailleurs et d'agir selon les principes d'une démocratie inclusive. Dans les réalités du capitalisme oligarchique, les restrictions des libertés servent le plus souvent les intérêts des élites.

Pour construire une Ukraine éco-sociale et indépendante avec égalité des droits et des opportunités, il est nécessaire de créer une plateforme politique démocratique qui unira les travailleurs et les autres groupes opprimés et représentera leurs intérêts dans la politique, y compris la participation aux élections. Nous sommes prêt·es à nous engager avec les partis politiques qui partagent notre vision. Plus vite un processus politique participatif sera rétabli, plus vite

la confiance dans l'État pourra être restaurée. La corruption, la censure et d'autres abus de pouvoir nuisent à la défense. Et le meilleur remède à cela est un renouvellement démocratique du pouvoir. La liberté est la base de la sécurité pour tous les citoyens.

Sotsialnyi Rukh défend le rétablissement du droit de vote, du droit de réunion pacifique et du droit de grève, ainsi que l'abolition de toutes les restrictions aux droits du travail et aux droits sociaux. ■

Le 18 octobre 2024



La Suisse remuée par une importante mobilisation étudiante pour la Palestine

Suivant la voie des occupations de campus aux États-Unis et en France, les universités et hautes écoles suisses ont été secouées par une importante mobilisation pour le boycott académique, en solidarité avec le peuple palestinien. Celle-ci tranche avec l'absence ordinaire de conflictualité au sein des institutions helvètes.

Par
Anouk Sayed

Le 2 mai dernier, l'Université de Lausanne (UNIL) a été la première de Suisse à être investie par le mouvement de solidarité internationaliste avec la Palestine. Très rapidement, des centaines d'étudiant-es, chercheur-euses et personnes solidaires ont rejoint le campement et ont fait vivre un nouveau collectif. Cet exemple a été suivi par des initiatives similaires à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) – voisine de l'UNIL et dont la complicité à l'égard du génocide colonial en cours est d'une autre ampleur – et, entre autres, dans certaines universités ou hautes écoles de Genève, Zürich, Bern, Bâle, Fribourg, Neuchâtel ou encore Lucerne. Mais elles ont toutes fait l'objet d'une répression policière immédiate ou dans les premières 24 heures, à l'exception de l'UNIL et de l'Université de Genève.

Construire un mouvement de solidarité massif et unitaire

Toutes, en revanche, partagent un objectif commun : l'arrêt immédiat de toutes les collaborations existant avec des institutions académiques de l'État d'apartheid israélien. La position des membres de l'institution est quant à elle variable : en Suisse romande, elle a fait l'objet d'un soutien important et public d'une partie non négligeable du corps professoral, tandis qu'en Suisse alémanique, très influencée par le contexte idéologique allemand, rares sont les personnes prêtes

à soutenir publiquement la revendication du boycott académique.

Le mouvement d'occupation a d'emblée eu la volonté de construire un mouvement de masse, démocratique, pluriel et ouvert, sans pour autant transiger sur le fond. En témoigne par exemple, à l'Université de Lausanne et à l'Université de Genève, un travail d'ouverture et d'explicitation conséquent vis-à-vis du public et de la direction, se traduisant par la publication d'un rapport détaillant les collaborations existant entre l'institution et les académies israéliennes et la manière dont celles-ci contribuent à la colonisation, à l'apartheid et à la guerre génocidaire en cours (1). Il s'inscrit dans un renouveau plus large des mobilisations antisionistes depuis le 7 octobre, avec le renforcement d'organisations préexistantes et la création de collectifs nouveaux (souvent à l'origine des manifestations).

Depuis le mois de novembre, nous sommes ainsi engagées dans la création d'une fédération nationale, qui doit regrouper et coordonner toutes les composantes du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Celui-ci fait face au positionnement pro-sioniste des classes dominantes suisses dans toutes leurs composantes. En témoigne la décision prise par une des deux Chambres législatives fédérales de suspendre le versement de fonds à l'UNWRA, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ainsi que la volonté des autorités de criminaliser tout ce qui peut s'apparenter au Hamas. Ces deux initiatives rentrent pour-



Anouk Sayed

Anouk Sayed est doctorante à l'Université de Fribourg et militante à SolidaritéS, organisation observatrice permanente à la IV^e Internationale en Suisse, et du collectif de solidarité avec la Palestine de l'université.

tant en contradiction avec la tradition humanitaire et diplomatique de la Suisse, tradition auto-proclamée dont la réalité historique se traduit en réalité par un positionnement géopolitique systématiquement au service de la bourgeoisie suisse et participant à construire un impérialisme d'une redoutable efficacité.

Les résultats d'un mouvement inédit

Cinq mois après les occupations, quel bilan tirer ? Du côté de la revendication première du mouvement – le boycott académique –, la situation n'a malheureusement pas énormément évolué. Seule l'Université de Lausanne a abordé le sujet. Elle a refusé un gel immédiat des relations avec l'État génocidaire, mais a institué une commission d'éthique devant statuer sur les collaborations existantes et futures. Elle a en outre accepté de financer un fonds devant

1) Ce rapport est disponible en quatre langues.



servir à la reconstruction des capacités académiques palestiniennes. Les autres directions universitaires ont répondu par la répression et le mépris : l'École polytechnique fédérale de Lausanne a même défendu ses liens étroits avec des académies israéliennes – notamment Technion, qui est celle dont la collaboration avec l'armée d'occupation est la plus directe – en utilisant ChatGPT et en paraphrasant les textes de présentation officiels et propagandistes des dites académies.

Les cinq derniers mois ont aussi été marqués par des attaques inquiétantes contre les libertés académiques, qui n'ont guère ému au-delà de quelques cercles politiques bien délimités. En février déjà, l'Institut d'études du Proche-Orient de l'Université de Berne était dissous par simple décision administrative de la direction, à la suite d'un tweet d'un de ses membres. Les rectorats n'ont en outre pas hésité à recourir à la police pour déloger les manifestant-es. À Zürich, 40 personnes

2) "Recommendations for universities worldwide for the second semester of 2024: Safeguarding the right to freedom of peaceful assembly and association on campuses in the context of international solidarity with the Palestinian people and victims", 2 octobre 2024, Gina Romero, UN Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association (FoAA).

3) Philippe Martin, « Sombre contexte de rentrée universitaire », *Journal du syndicat suisse des services publics*, 2024, vol. 105, n° 11, p. 7.

font l'objet de poursuites pénales pour leur participation au mouvement. Dans certains endroits, la police circulait quotidiennement au sein des universités et allait jusqu'à séparer des petits groupes d'étudiant-es portant un keffieh. À Genève, les 50 étudiant-es présent-es sur les lieux au moment de l'intervention de la police ont été placé-es en garde à vue.

Une répression raciste et islamophobe

Face à toutes ces atteintes aux libertés d'organisation et d'expression, le mouvement a déposé une requête auprès de l'ONU, qui a réagi en exhortant les institutions académiques à respecter les droits humains en leur sein (2). Il faut souligner que la force de la répression – policière, mais aussi médiatique et politique – s'explique à la fois par la nature et les revendications du mouvement (la solidarité internationaliste avec la résistance palestinienne) que par sa composition (avec une présence très marquée d'étudiant-es issu-es d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient). Dans de nombreux cas, la délégitimation des occupations était d'autant plus facilement relayée dans les sphères médiatique et politique qu'elle s'appuyait sur un registre raciste et islamophobe. L'absence relative de réaction de défense du corps professoral face à la remise en question de principes fondateurs de l'université est aussi à lire sous cet aspect.

À de nombreux égards, on assiste à une volonté néolibérale de démantèlement de l'Université et de ses composantes émancipatrices et critiques. Le sous-financement étatique de ces institutions en témoigne (3), tout comme la remise en question de la validité scientifique des recherches critiques et du métier même d'enseignant-e-chercheur-euse. La répression du mouvement de mai, qui s'est largement appuyée sur des principes racistes et islamophobes, doit donc être combattue et dénoncée par nos organisations professionnelles et syndicales au même titre et avec la même vigueur que le manque de financement et la précarité des postes de la majorité des salarié-es des universités. La réponse syndicale qui se limiterait au second aspect – par volonté d'apparaître comme interlocuteur responsable, par obsession sur le soutien porté à la résistance palestinienne, ou par simple racisme – conduit au corporatisme et à une impasse. Pour les fossoyeurs de l'Université, la répression ayant visé le mouvement de

solidarité avec le peuple palestinien n'est qu'une première étape.

Si l'on s'arrêtait à ce bilan très peu reluisant, alors que l'État d'apartheid israélien intensifie sa guerre génocidaire et frappe désormais directement le Liban, on serait tenté de conclure à un échec du mouvement. Ce serait sans considérer toute la dynamique qu'elle a insufflée au sein d'une fraction de la jeunesse. Pour beaucoup, ces occupations ont constitué un premier moment de mobilisation, un apprentissage militant inédit et une formidable accélération de leur politisation. Après l'impulsion donnée par l'Université de Lausanne, on a pu observer de fortes dynamiques d'auto-organisation parmi des personnes pour qui l'occupation constituait le premier moment militant. Ce renouvellement politique, tout comme les nouveaux liens tissés entre différentes parties du mouvement social internationaliste, laisseront des traces durables. De même, la volonté de coordination au niveau national est particulièrement prometteuse, dans le contexte helvète où le fédéralisme et le trilinguisme entravent systématiquement toute construction de mouvements sociaux de masse.

L'enjeu est désormais, alors que la dynamique lancée en mai a été stoppée net par la répression et la pause estivale, de poursuivre la construction d'un mouvement de masse qui ne transige pas sur le fond. La rentrée universitaire a ainsi été contrastée, avec une fatigue et un découragement d'une partie des militant-es de mai dernier et dans le même temps un réel enthousiasme de nouvelles personnes à rejoindre le mouvement. Face à l'absence de mouvement du côté des directions universitaires, la question de la forme du mouvement se pose. Certain-es ont ainsi plaidé pour des modes d'action plus « directs », en articulation avec la construction d'un mouvement large et uni. D'autres souhaitent mettre la priorité sur l'ancrage de collectifs palestiniens dans les universités sur le temps long. D'autres encore plaident pour « sortir de l'Université » et construire de nouvelles revendications et de nouvelles alliances contre différentes formes de complicité suisse avec le génocide. La voie n'est pas encore dessinée, mais une chose est sûre : la mobilisation étudiante de mai dernier a marqué une nouvelle étape de la construction du mouvement de solidarité avec la Palestine, qui continuera à se construire et se renforcer les prochains mois. ■

Le 13 octobre 2024

RDC : Une guerre de trente ans

Le dernier rapport de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) fait état d'une très forte augmentation des violences sexuelles au Kivu, région orientale de la RDC. Plus de 25 000 femmes ont été soignées, sans compter celles qui préfèrent se taire. Un chiffre qui en dit long sur le calvaire que subit la population. Des violences dont sont coupables autant les différentes milices qui pullulent que les acteurs étatiques de la région. Quant aux puissances occidentales, si la France est à l'origine de cette guerre continue, les autres restent dans un attentisme confinant à une complicité garante d'un approvisionnement en minerais indispensables aux industries de haute technologie.

Par
Paul Martial

En 1994, c'est un dictateur sur le déclin qui cède aux pressions des représentants de la France pour faire de la région du Kivu la base arrière de l'opération militaire Turquoise au Rwanda, présentée comme une action humanitaire.

Du génocide rwandais à la guerre du Congo

Mobutu, alors au pouvoir depuis près de trente ans au Zaïre, qui deviendra plus tard la République démocratique du Congo (RDC), ne savait certainement pas que son accord allait ouvrir non seulement la fin de son règne mais le début de trois décennies de conflits. Une guerre hélas qui se prolonge toujours devenant une des plus longues et des plus meurtrières de l'histoire moderne de l'Afrique.

Bien que soutenu par la France, le pouvoir génocidaire rwandais n'est pas parvenu à contenir l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagame et composé en grande majorité d'exilés tutsis mais aussi d'opposants hutus. Le FPR, en conquérant le pouvoir, a mis fin à l'extermination des Tutsis, provoquant la déroute du régime rwandais. Ce dernier a entraîné la population dans sa fuite, notamment vers le Zaïre, encadrée par l'opération française Turquoise.

Cette opération militaire a permis l'exfiltration des principaux dirigeants et de nombreux acteurs du génocide. À partir des camps de réfugiés, ils ont ensuite tenté de

reconquérir le pouvoir par la force avec les armes conservées lors de leur exil mais aussi par des livraisons qui ont eu lieu en RDC sans que les autorités françaises ne s'y opposent.

Alors que le Rwanda était dévasté, les nouvelles autorités ont considéré les camps de réfugiés comme des menaces graves pour la sécurité du pays. C'est à partir de ces camps que les génocidaires ont recruté des combattants pour lancer leurs attaques contre le pays dans l'objectif captieux de reconquérir le pouvoir. Ils se sont installés durablement dans la région orientale du Congo et ont créé une milice, le Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR).

Paul Kagame a mené des opérations armées contre les camps sans faire de distinction entre civils et génocidaires, et, avec l'aide de l'Ouganda, il a provoqué la chute du régime de Mobutu considéré comme bien trop conciliant avec les membres de l'ancien régime rwandais.

L'interventionnisme rwandais et ougandais

Le Rwanda et l'Ouganda ont participé à la création d'une guérilla l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) conduite par Laurent Désiré Kabila qui au bout de quelques



Paul Martial

Paul Martial, militant de la IV^e Internationale en France, est membre de la rédaction d'*Afriques en lutte*.

mois s'est emparé du pouvoir. Ce fait militaire est considéré comme la première guerre du Congo.

Une fois nommé président, Laurent Désiré Kabila a souhaité le départ de ses anciens alliés rwandais et ougandais qui espéraient influencer le gouvernement à leur profit. Leur objectif étant de transformer le Congo en une sorte de dominion permettant à la fois la sécurisation de leur frontière respective et l'exploitation des richesses du pays. Cette volonté de

domination de la RDC a été la principale raison de la seconde guerre du Congo, dans laquelle seront impliqués d'autres pays et qui a vu la multiplication de milices.

Un accord de paix a été conclu, débouchant sur des élections remportées par Joseph Kabila, le fils de Laurent Désiré. Cependant, les problèmes de fond perdurent et alimentent les conflits successifs que connaît le pays.

“ Dès 1999 les troupes rwandaises et ougandaises alliées qui soutenaient l'AFDL se sont affrontées pour le contrôle des mines d'or dans la région de Kisangani ”

République démocratique du Congo

La politique rwandaise

L'apparition des FDLR a été un élément supplémentaire de crise. Cette milice s'en est pris aux populations et plus particulièrement à la communauté tutsi. Une communauté composée des Banyamulenge, une population présente au Congo depuis le 19^e siècle, ainsi que des Tutsis venant du Rwanda, issus d'une immigration plus récente initiée par les colons belges. Cette communauté est régulièrement victime d'un ostracisme alimenté par des politiciens l'accusant de soutenir le Rwanda et remettant en cause la « congolité » de ses membres. Dans ce contexte s'est créé le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), une milice qui entendait protéger les Tutsis de RDC et qui sera soutenue par le Rwanda.

En parallèle de cette politique, l'exploitation des richesses congolaises a pris au fil du temps de plus en plus d'importance pour le Rwanda. Dès 1999 les troupes rwandaises et ougandaises alliées qui soutenaient l'AFDL se sont affrontées pour le contrôle des mines d'or dans la région de Kisangani, débouchant sur l'accord de Mweya. C'est cette compétition entre l'Ouganda et le Rwanda pour l'exploitation des richesses qui au fur et à mesure déterminera la politique rwandaise en RDC.

Le CNDP et le gouvernement congolais ont signé un accord de paix le 23 mars 2009. Celui-ci a donné son nom, M23, à la prochaine milice qui se crée, trois ans plus tard, pour contester l'application de l'accord. Le M23 a pris de l'ampleur et est arrivé à s'emparer de la grande capitale régionale Goma. Inquiets par la déstabilisation potentielle du pays, les occidentaux ont alors fait pression sur les autorités rwandaises en suspendant une aide de 200 millions de dollars pour qu'elles cessent leur soutien au M23. En parallèle s'est créé un bataillon offensif de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), composé de 3 000 soldats provenant d'Afrique du Sud, du Malawi et de la Tanzanie qui réussiront à vaincre cette milice en 2013.

La contre-offensive de Kagame

Alors que le M23 après sa défaite ne faisait plus parler de lui, il est réapparu en novembre 2021. Au départ, aucun élément particulier n'est à signaler. Les FDLR depuis longtemps ne représentent

plus une menace pour le Rwanda, on n'enregistre pas non plus d'attaques contre la communauté banyamulenge. Le seul fait marquant est, six mois plus tôt, la signature d'un accord de construction d'infrastructure routière avec l'Ouganda sur deux axes Kasindi-Beni-Butembo et Bunagana-Goma, cette dernière route passant à quelques kilomètres de la frontière rwandaise. Cet investissement marque la volonté des autorités congolaises de développer un partenariat économique avec l'Ouganda, qui conduirait à marginaliser le Rwanda. Le M23 devient donc un élément de pression sur Kinshasa. Il mène des opérations militaires de conquête de territoires, soutenues massivement par Kigali (capitale du Rwanda) qui lui fournit des hommes et des armements lourds et sophistiqués. Il

occupe une grande partie des territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Le M23 tente aussi de jouer une partition politique remettant en cause le pouvoir de Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo depuis 2019, avec l'intégration en tant qu'aile politique de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) de Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et artisan de l'élection truquée de Tshisekedi en 2019. Cette Alliance Fleuve Congo tente de fédérer l'ensemble des oppositions au gouvernement et de se présenter comme une alternative politique.

D'une certaine manière, Kagame a deux fers au feu, s'il doit faire des concessions au niveau militaire, il pourra toujours garder une influence sur la vie politique



intérieure du pays. Même si c'est de manière feutrée, Kagame évoque aussi la remise en cause de la frontière coloniale en se référant aux conquêtes du roi rwandais Rwabugiri au 19^e siècle qui aurait conquis les actuels territoires de Rutshuru, de Masisi et de Walikale. Une interprétation réfutée par la plupart des historiens qui ne font état que de quelques prises de chefferies accolées au Rwanda comme celles de Jomba et de Bwisha.

L'impuissance du gouvernement congolais

Félix Tshisekedi caressait l'espoir de réitérer ce qui s'était passé avec le CNDP, une pression financière des occidentaux à l'encontre du Rwanda et une offensive militaire d'ampleur de la MONUSCO. Cette option n'est plus possible. Le Rwanda est devenu un point d'appui des politiques africaines des USA et de l'Europe, de par sa participation efficace aux missions de paix onusiennes, son rôle de sécurisation de l'installation des *majors* pétrolières comme TotalEnergies au Mozambique et son acceptation des migrants refoulés de Grande-Bretagne – même si ce projet a été abandonné par le nouveau gouvernement britannique. Acculés par les preuves des experts de l'ONU, les occidentaux se sont contentés d'assortir leur condamnation du Rwanda de quelques sanctions pour des officiers rwandais directement impliqués dans l'intervention en RDC. Pourtant, les pays occidentaux ont les moyens de faire cesser cette politique d'agression du Rwanda. En 2021, le pays a bénéficié de 1,25 milliard de dollars d'aide, l'équivalent des deux tiers de son budget.

Les autorités congolaises ont alors fait appel à la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC en anglais). La Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF en anglais) débarque dans le pays en novembre 2022. Elle est composée essentiellement de troupes du Kenya, qui espère un retour économique de son investissement militaire. Cependant le Kenya n'était pas prêt à une confrontation militaire avec le Rwanda et a essayé de déployer des efforts diplomatiques. En vain. Elle a été renvoyée au bout d'un an en raison de son inaction et les autorités se sont tournées vers les pays de l'Afrique australe. Ainsi, mi-décembre 2023 a été mise en place une mission militaire composée de soldats de Tanzanie, du Malawi et d'Afrique du Sud. La South African National Defence

Force étant la force principale avec un déploiement de 2 900 soldats, sans que les résultats sur le terrain soient très probants.

Au niveau national, Tshisekedi a décrété l'état d'urgence dans les zones des Kivu. Cela a impliqué le plein pouvoir des militaires, pas forcément aptes à gérer des régions, et surtout cela a débouché sur une totale impunité de leur politique arbitraire, voire violente, contre les populations. Cette mesure a permis aussi aux officiers de s'enrichir en mettant la main sur les services de douanes, d'impôts, et d'achat des services municipaux et régionaux. Un rapport de synthèse des auditions sur l'évaluation de l'état de siège établi en 2021 indique que sur la somme de 37 millions de dollars débloquée pour ces régions, 53 % ont fini dans les poches des officiers supérieurs à Kinshasa.

Les autorités congolaises sont parfaitement conscientes de l'état déplorable des Forces armées de la RDC (FARDC). Elles sont une sorte de mille-feuille composé de milices armées qui, au gré des accords de paix, ont été intégrées dans l'institution, leurs chefs ayant des statuts d'officier. La plupart n'ont eu aucune formation militaire et conservent leur fonctionnement de milices avec des lignes de commandement parallèles. À cela s'ajoute la corruption. Une partie des soldes est détournée par les officiers, tout comme l'argent pour le matériel et l'énergie. Les soldats n'hésitent pas à vendre leurs munitions et parfois leurs armes aux milices locales. Le reste des soldes est tellement dérisoire que peu de soldats sont motivés pour combattre. De plus l'essentiel des émoluments des officiers viennent des primes d'opérations, souvent données de manière discrétionnaire. Ce système favorise une relation clientéliste entre subordonnés et supérieurs hiérarchiques ainsi que la pérennisation des conflits. Le gouvernement de Tshisekedi, au lieu de tenter de régler ces problèmes endémiques, préfère organiser des procès contre les soldats qui fuient les combats avec, à la clef, des condamnations à la peine capitale, sans pour autant qu'il y ait des résultats concrets sur le terrain.

Autres mesures problématiques, l'appel aux civils dans le cadre du programme des « volontaires de défense de la patrie » et la coopération avec les différentes milices qui écument la région. Ces groupes ont trouvé une nouvelle virginité – en dépit de leurs nombreux crimes – en se baptisant Wazalendo (« les patriotes » en kiswahili). Le pouvoir leur fournit des armes et ferme les yeux sur les violations des droits humains. Si leur efficacité est variable selon les milices, elle est aussi réelle, du fait de leur connaissance du terrain et de la motivation à défendre leur terre, et cette politique renforce la fragmentation communautaire du pays. Les conséquences sont graves car les communautés sont souvent en compétition entre elles pour l'accès à la terre ou/et aux richesses minérales.

On note enfin depuis quelque temps la présence des sociétés de mercenaires, comme Agemira, enregistrée en Bulgarie et dirigée par un ancien gendarme français, ou la société roumaine Asociatia RALF.

Économie de guerre

La situation de la RDC dépend fortement de la politique extérieure des pays voisins. Ainsi, les rapports conflictuels entre le Rwanda et l'Ouganda ont des effets directs sur les conditions sécuritaires du

pays. C'est ainsi que les experts de l'ONU, tout en montrant le soutien fort et actif du Rwanda au M23, ont souligné également l'aide de l'Ouganda à cette milice, conséquence directe du réchauffement des relations diplomatiques entre les deux pays. Une des questions de fond est l'absence de l'État et la corruption à grande échelle exercée par toutes

les personnes dépositaires d'un pouvoir aussi minime soit-il. L'État est absent dans les zones rurales, et délirant et prédateur dans les villes. Les politiciens, pour la plupart, activent les ostracismes communautaires dans le but de se construire une popularité permettant d'accéder à des responsabilités politiques qui ouvrent la voie aux sources d'enrichissement. Le coût

“ On compte plus de sept millions de personnes déplacées à cause des violences. Les populations n'ont comme seul choix que de quitter leur village pour rejoindre les camps de réfugiés surpeuplés autour des grandes villes, considérées comme plus sûres. ”

du Parlement congolais entre 2021 et 2023 s'élève à 1,1 milliard de dollars, dont un tiers de dépenses irrégulières.

Les mines deviennent l'objet de conflits sans fin entre différentes milices. Dernier exemple en date, la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) s'est affrontée au « Groupe Zaïre » pour le contrôle du site minier de Bianda sur le territoire de Djugu, entraînant la mort de cinq personnes. Le Groupe Zaïre, en représailles, a assailli le village de Gbata, entraînant d'autres attaques de la CODECO qui s'est emparée du site minier de Mambeu, avec 21 morts. Ce type de confrontations violentes a lieu sur l'ensemble des territoires de l'est de la RDC.

Ainsi se développe une véritable économie de guerre basée sur les exploitations minières dites des trois T : la cassitérite pour produire l'étain, la wolframite pour le tungstène et le coltan pour le tantalite. L'extraction de ce minerai se fait dans des conditions indignes où les populations, y compris les enfants, sont astreintes à un travail forcé sous la menace de milices armées et parfois même des FARDC. Le système de traçabilité certifiant que ces minéraux ne sont pas produits par le travail des enfants et ne financent pas les milices, est, de l'avis de tous, totalement défaillant et a souvent joué contre les intérêts des populations.

Cette exploitation participe à l'enrichissement des élites du Rwanda qui l'exporte vers les principales industries de haute technologie bénéficiant du soutien de l'Union européenne (UE) qui déclare « le pays est un acteur majeur au niveau mondial dans le secteur de l'extraction de tantalite. Il produit également de l'étain, du tungstène, de l'or et du niobium, et dispose de réserves de lithium et de terre rares ». Et l'UE rajoute que ce protocole « contribuera à assurer un approvisionnement durable en matières premières », en particulier en matières premières critiques, « ce qui est une condition préalable essentielle à la réalisation des objectifs en matière d'énergie verte et propre ». Seul problème, le Rwanda ne produit aucun de ces minerais, et ceux qu'il fournit sont issus du pillage de la RDC.

Les milices, lorsqu'elles ne contrôlent pas des mines, vivent sur le racket des

populations avec l'instauration de checkpoints installés dans les différents lieux de passage. Une autre activité fort lucrative, notamment dans le parc national des Virunga, est le commerce du charbon de bois, qui peut rapporter près de 60 000 dollars par jour aux différents groupes armés mais détruit un site caractérisé par une biodiversité exceptionnelle. D'autres sources de financement sont mobilisées comme le braconnage pour la vente de l'ivoire et la vente de viande de brousse (1) ou les activités de pêche illicite.

Une diplomatie dans l'impasse

Dans cette guerre aux multiples acteurs, l'impunité règne et ne fait que favoriser les violences contre les civils. D'autant que les armements des deux camps deviennent plus lourds avec l'utilisation de l'artillerie mais aussi de l'aviation et des drones. C'est ainsi que le M23 n'hésite pas à bombarder des camps de réfugiés.

On compte plus de sept millions de personnes déplacées à cause des violences. Les populations n'ont comme seul choix que de quitter leur village pour rejoindre les camps de réfugiés surpeuplés autour des grandes villes, considérées comme plus sûres.

Pour tenter de dénouer cette situation, une politique diplomatique s'est mise en place autour de deux initiatives de paix, celle de Nairobi et d'Angola. La première est dédiée aux réunions entre milices armées et gouvernement congolais, la seconde se concentre sur des solutions régionales. Les autorités de la RDC refusent que le M23 soit présent dans les discussions de Nairobi, arguant qu'il ne s'agit pas d'une milice congolaise mais d'une émanation de l'armée rwandaise. Ceci étant dit, les liens entre les deux pays ne sont pas totalement rompus, des réunions entre hauts dignitaires des deux régimes continuent sous la houlette de João Lourenço, le président angolais. Ce dernier a annoncé, en marge de la 79^e session de l'Assemblée générale de l'ONU du mois de septembre 2024, une proposition d'accord de paix entre les deux pays qui s'articulerait autour de deux axes, le retrait des troupes rwandaises et la neutralisation des FARDC. Reste un point en suspens, l'exigence de l'Alliance Fleuve Congo d'une négociation directe avec le gouvernement congolais qui s'y refuse catégoriquement. Dernièrement les

FARDC ont commencé à s'attaquer aux FARDC, une façon pour le pouvoir congolais de montrer sa volonté de trouver une issue diplomatique au conflit.

Un gouvernement répressif

Le rétablissement de la peine de mort en RDC, utilisée contre les déserteurs mais aussi contre les dirigeants de l'Alliance Fleuve Congo, s'inscrit dans une politique volontaire de restrictions de la vie publique. Preuve en est l'augmentation des attaques contre le droit de réunion et de manifestation, les limites aux libertés d'expression et de la presse ou sur les réseaux sociaux avec l'adoption du nouveau code numérique, tout comme les harcèlements et les enlèvements des militants de l'ONG la LUCHA, voire les assassinats des opposants politiques comme pour Chérubin Okende, porte-parole du parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi. Fin août 2023, la garde présidentielle a tiré à bout portant sur les membres d'un groupe mystico-religieux, « Foi naturelle judaïque et messianique vers les nations » qui manifestaient pacifiquement contre la présence de la MONUSCO, tuant au moins 57 personnes.

Pour réprimer les oppositions, les autorités ont à leur main des structures comme l'Agence nationale de renseignements (ANR), la Détection militaire des activités anti-patrie (DEMIAP) ou le Conseil national de sécurité qui possèdent chacun des prisons secrètes où les tortures sont fréquentes.

Tshisekedi, au-delà de ces déclarations, n'a nullement rompu avec la gouvernance des pouvoirs antérieurs, que ce soit sur les fraudes électorales, la corruption ou les politiques de division ethnique. Certes, le président rwandais Paul Kagame a une lourde responsabilité dans la détérioration du tissu social. Les premières victimes sont les membres de la communauté tutsie de RDC, qu'ils et elles soient Banyamulenge ou issues des immigrations de l'époque coloniale. Mais cette dégradation de la capacité du vivre ensemble est accentuée par la politique des autorités congolaises qui favorisent les Wazalendo, leur offrant une impunité pour leurs crimes passés et obère ainsi le futur du pays en encourageant ces milices armées, véritable terreur pour les populations. ■

Le 7 octobre 2024

1) La viande de brousse est un terme collectif désignant la viande provenant de mammifères, de reptiles, d'amphibiens et d'oiseaux sauvages vivant dans la jungle, la savane ou les zones humides.

Sauver le climat pour construire un autre Brésil

De nombreuses villes brésiliennes ont connu, le 22 septembre 2024, des manifestations importantes contre les incendies et pour la justice climatique. Parce que la construction d'un mouvement pour le climat est vitale pour l'avenir du pays et de la planète. Comment il peut s'opposer à l'agro-industrie et à son alliance avec le gouvernement.

Par
José Correa Leite

Les incendies, dont les fumées n'auront épargné qu'une seule capitale brésilienne, Teresina (État de Piauí), et les inondations, qui ont ravagé une grande partie de la région de Porto Alegre, montrent que le changement climatique est un problème majeur pour le peuple brésilien et qu'il est en passe de devenir le plus grand défi auquel le Brésil ait jamais été confronté. Ils établissent un lien direct entre les grandes villes du pays, où vit la grande majorité de la population brésilienne – qui est à 85 % urbaine – et la nécessité de préserver les biomes (1) que sont le Cerrado, le Pantanal et l'Amazonie.

97 % des Brésiliens reconnaissent l'existence du changement climatique et 78 % pensent qu'il a des causes humaines, l'un des taux les plus élevés au monde. C'est peut-être le résultat d'un apprentissage pratique : 5 233 municipalités brésiliennes (94 % des 5 565 municipalités au total) ont déclaré des situations d'urgence ou des calamités entre 2013 et 2023, principalement en raison de pluies torrentielles et d'inondations, de glissements de terrain ou de sécheresses prolongées. Mais lorsqu'on leur demande qui est responsable, la plupart des gens répondent par des termes génériques tels que « les hommes » ou « les êtres humains ». Cependant, contrairement à de nombreux autres pays, où les conséquences du réchauffement climatique semblent être le résultat de processus systémiques plus

éloignés (principalement dus à l'utilisation de combustibles fossiles), au Brésil nous avons une interaction entre les biomes et le climat, et l'existence d'un réseau de surveillance par satellite des incendies nous donne le nom et l'adresse de ceux qui bénéficient et sont responsables des incendies.

Le nom et l'adresse des responsables

Ce sont les « ruralistes », le segment de la classe capitaliste lié au contrôle de la terre, un groupe numériquement insignifiant dans la population, mais qui détient le pouvoir dans le pays. Ils gèrent les territoires qu'ils conquièrent comme des essaims de sauterelles en guerre contre la terre, l'exploitant jusqu'à l'épuisement de sa capacité productive et se déplaçant ensuite vers d'autres régions où ils reproduisent le même processus. Ils constituent le bloc social aux racines agraires qui a dominé le Brésil d'une main de fer jusqu'en 1930, date à laquelle ils ont été partiellement évincés du pouvoir central, mais ils ont repris le contrôle du pouvoir après 1990, en désindustrialisant le pays et en le positionnant sur la scène mondiale, dans une large mesure, comme une grande ferme.

Les « ruralistes » sont liés au secteur financier et bénéficient de l'appui dans leur prédation des territoires et du climat par les acteurs de la production et de l'utilisation de combustibles fossiles, de l'exploitation minière et par leurs représentants politiques, leurs agents idéologiques et les gestionnaires de l'État. Proprié-



José Correa Leite

José Correa Leite est un militant écologiste, membre de l'Assemblée mondiale pour l'Amazonie et du Coletivo 660. © Leonor Calasans/IEA-USP

Cet article a été publié par la revue *Movimento* et traduit par Luc Mineto.

taires de logements souvent inoccupés, ils alimentent les booms immobiliers spéculatifs dans les grandes villes, qui défigurent le tissu urbain. Alliés à des pasteurs néo-pentecôtistes, ils alimentent la vague néo-fasciste qui déferle sur le pays.

La classe dirigeante agraire s'est établie au Brésil sur la base de l'esclavage et du contrôle de l'accès à la terre (formalisé par la loi foncière de 1850), puis de diverses formes de travail obligatoire, et enfin du travail salarié, en utilisant toujours la violence comme méthode de contrôle social. Aujourd'hui encore, les accusations de travail forcé dans des conditions analogues à l'esclavage sont courantes. Son autre fondement était et reste la prédation environnementale. On le voit bien avec la forêt tropicale atlan-

“La classe dirigeante agraire s'est établie sur la base de l'esclavage, du contrôle de la terre et de la prédation environnementale.”

1) Un « biome » est défini comme étant « une des principales communautés, animales et végétales, classées en fonction de la végétation dominante et caractérisées par les adaptations des organismes à leur environnement spécifique (Campbell-1996) ». Le terme de « zone de vie majeure » est considéré comme synonyme.

tique, qui couvrait 1,3 million de kilomètres carrés (15 % du territoire national) en grande partie détruite au cours du 20^e siècle et dont il ne reste aujourd'hui que des fragments. Aujourd'hui, la grande agriculture d'élevage répète le processus dans le Cerrado, le Pantanal et l'Amazonie.

Le ruralisme producteur de matières premières (soja, canne à sucre, viande, café) reproduit, à chaque moment de l'histoire, ce que Caio Prado (2) appelait « *le sens de la colonisation* », en produisant des richesses pour le marché mondial au détriment du pillage interne de la nature et du travail humain. Aux antipodes de l'agriculture vivrière, destinée au marché intérieur, dont la quasi-totalité est produite par la paysannerie et l'agriculture familiale, qui est beaucoup plus respectueuse de l'environnement. Les matières premières ne participent pas directement de l'alimentation mais sont des intrants pour la malbouffe ultra-transformée. Dans cette chaîne, l'élevage a la particularité d'être aussi le principal mécanisme d'accaparement des terres et un vecteur de déforestation dans le biome amazonien, où la frontière agricole se déplace.

L'agriculture productrice de matières premières détruit des pans entiers de territoire à son seul profit et s'est toujours opposée à la construction nationale. C'est pourquoi, contrairement au discours actuel, le Brésil n'est pas victime d'une dette climatique à l'égard du Nord. Ce discours ne prend en compte que les émissions industrielles ; au contraire, nous sommes le quatrième plus grand émetteur de carbone accumulé après 1850 en raison de la déforestation – derrière les États-Unis, la Chine et la Russie, selon l'étude Carbon Brief. Quelqu'un pense-t-il que la destruction de l'immense Forêt atlantique, du Cerrado et d'une partie de l'Amazonie par le ruralisme brésilien n'a pas rejeté et continue de rejeter

des milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère, ou que le cheptel bovin brésilien, plus important que la population du pays, ne constitue pas un gigantesque passif pour l'environnement ? Si nous prenons au sérieux la dynamique de l'effondrement environnemental en cours, le « ruralisme » brésilien est, avec les producteurs de pétrole et de charbon, l'un des plus grands fléaux climatiques de la planète, l'un des plus grands ennemis de l'humanité.

La dynamique globale-locale de l'urgence climatique

Depuis juin 2023, le réchauffement climatique a fait un bond en avant, lourd de conséquences pour toutes les régions de la planète. Johan Rockstrom a présenté un bon résumé des conclusions des scientifiques dans ses récentes conférences, telles que « Les points d'inflexion du changement climatique – et où nous en sommes » (3). Le réchauffement de

la planète s'accélère : de 0,18° par décennie à 0,26° par décennie après 2010. Nous dépasserons certainement 2° de réchauffement au-dessus des températures préindustrielles avant 2050, et atteindrons peut-être les 2,5°. Chez

nous, Carlos Nobre a produit le même diagnostic (4). La grande accélération capitaliste extrapole les limites naturelles de la planète et laisse présager la rupture, dans les années à venir, de plusieurs « points de bascule » décisifs du système terrestre. La crise de la civilisation capitaliste prend des contours dramatiques : guerres, crises sociales, déplacements de population et fascisme accompagnent l'effondrement climatique, y compris la possibilité de l'effondrement de l'Amazonie. Le sort de la forêt amazonienne, dont les recherches de Luciana Gatti montrent qu'elle est en train de devenir un émetteur de carbone, est une question brûlante pour l'ensemble de l'humanité.

Le climat a perdu la relative stabilité qu'il avait au cours des dix mille dernières années, période de l'holocène (5). Il est devenu à l'ère de l'anthropocène le résultat d'un conflit entre la destructivité du capitalisme extrac-

tiviste et fossile, qui menace la biosphère de la planète, et les forces sociales qui cherchent une alternative que l'on ne peut qualifier aujourd'hui que d'écosocialiste. C'est là, de plus en plus, le vecteur résultant de la lutte civilisatrice de la vie contre la mort, menée par les peuples toujours sur le terrain local, mais qui se projette dans l'espace national et mondial. Il n'y a pas de hiérarchies rigides et, si certains territoires sont déterminants pour l'ensemble de l'humanité (comme la forêt amazonienne dans notre cas) ou pour un pays (comme le Cerrado, réservoir d'eau du Brésil, et le Pantanal, source d'une biodiversité unique), les échelles sont très variables, en fonction des conditions écologico-territoriales, socio-économiques et politiques. Un programme écosocialiste doit impliquer de multiples acteurs et situations, des alliances et des relais de transition.

Le problème ne se pose pas seulement dans les campagnes, mais aussi dans les villes, qui se transforment en îlots de chaleur

infernaux. L'expansion du secteur immobilier dans les villes intensifie la chaleur, détruit les espaces verts et rejette toute idée de « ville éponge » (6). Une ville comme São Paulo est plus chaude de 5 à 10 degrés que le reste de la végétation de la forêt atlantique

qui l'entoure. Les grands projets immobiliers sont le pendant urbain de l'irresponsabilité de l'agro-industrie dans les campagnes.

L'engagement et la lutte politique s'inscrivent donc dans de multiples dimensions, y compris la dimension mondiale. Les clauses environnementales dans le commerce international sont un instrument de pression essentiel contre le comportement criminel d'innombrables secteurs économiques. L'élevage brésilien est un exemple de secteur qui doit être encadré par des structures politiques beaucoup plus fortes que celles du gouvernement brésilien. Les éleveurs refusent de tracer l'origine des bovins dont la viande est exportée, car la plupart d'entre eux sont élevés illégalement dans l'Amazonie déboisée, puis emmenés dans des États d'autres régions pour y être abattus. À partir de 2025, l'Union européenne met en œuvre une loi contre la déforestation qui affectera les importations de matières premières telles

“ Si nous prenons au sérieux la dynamique de l'effondrement environnemental en cours, le « ruralisme » brésilien est, avec les producteurs de pétrole et de charbon, l'un des plus grands fléaux climatiques de la planète, l'un des plus grands ennemis de l'humanité. ”

2) Caio da Silva Prado Júnior (1907 -1990) est un intellectuel marxiste, spécialiste du Brésil colonial.

3) Conférence «The tipping points of climate change - and where we are », disponible avec des sous-titres en français.

4) « Combattre l'urgence climatique », entretien de Juca Kfourri avec Carlos Nobre.

5) L'holocène est une époque géologique s'étendant sur les 12 000 dernières années, toujours en cours. C'est une période interglaciaire, tempérée, du Quaternaire.

6) Une ville éponge ou ville perméable (Sponge City ou haimian chengshi) est un type de ville résiliente capable d'absorber les eaux pluviales dans le sol et les zones humides afin de réguler les inondations urbaines et diminuer la vulnérabilité durant les périodes de sécheresse. Il s'agit d'un concept d'urbanisme et d'hydrologie urbaine.

que la viande et le soja – les plus destructeurs pour l’environnement brésilien. Selon Itamaraty – le ministère des Affaires étrangères – et le ministère de l’agriculture, qui protestent contre cette législation auprès des autorités européennes, elle devrait affecter 30 % des exportations du secteur vers l’Europe. D’autre part, l’Observatoire du climat a soutenu à juste titre que l’Europe devrait commencer à l’appliquer au début de l’année prochaine. Ce n’est que le début d’une pression que nous devons tous nous efforcer d’accroître de manière exponentielle.

Construire des alliances, cibler l’ennemi, saisir les opportunités

Les incendies actuels sont, en bonne partie, des incendies criminels provoqués dus à l’agro-business. Comme le dit Luciana Gatti, « la forêt Amazonienne est assassinée », et nous savons par qui. On connaît les responsables des incendies dans le Pantanal et dans les champs de canne à sucre de São Paulo. Depuis la promulgation du nouveau code forestier sous le gouvernement de Dilma en 2012, nous avons assisté à une offensive croissante du secteur contre tous les mécanismes visant à limiter ses activités et à protéger la nature. De l’utilisation de toutes sortes de produits agrochimiques interdits en Europe, à l’offensive actuelle visant à assouplir la législation que nous avons jusqu’ici réussi à maintenir, en passant par « le portail pour le bétail » de Salles (7) et de Bolsonaro, la majorité vénale du Congrès est une machine à entériner la destruction des biomes brésiliens.

Comme l’a déclaré Luiz Marques dans une récente interview accordée au site web *O joio e o trigo*, « l’agro-business est le grand problème du Brésil. S’il n’est pas éradiqué, le Brésil n’a pas la moindre chance d’être viable en tant que société et en tant que nature. Il s’agit d’une activité sociale fondamentalement criminelle et prédatrice. Il contrôle le Congrès national par l’intermédiaire du front parlementaire agricole et a pour alliés les groupes parlementaires de la Bible et de la Balle. Le Brésil se trouve donc dans une situation très claire : soit nous réagissons en rompant vigoureusement avec ce processus, soit nous n’avons aucune chance de survie en tant que société » (8).

Cela peut sembler une mission impossible. Mais qui, en regardant le Brésil en 1928, aurait pensé que cinq ans plus tard, l’oligarchie du café serait écartée du pouvoir de l’État central ? Comme nous le rappelle Chico de Oliveira dans son *Orni-*



Déforestation en Amazonie brésilienne en 2016. © Ibama from Brasil – Operação Hymenaea, Julho/2016, CC BY 2.0

torrinco, la possibilité de changements structurels dans les sociétés périphériques est directement liée à des scénarios de crise générale dans le système international qui peuvent être exploités par des acteurs politiques nationaux bien positionnés. Nous avons laissé derrière nous une mondialisation vigoureuse et sommes entrés dans une phase de conflits inter-impérialistes qui fragmentent le marché mondial et produisent une certaine dé-mondialisation, qui ne fera que s’approfondir. Le monde va devenir un environnement de plus en plus hostile, dans tous les sens du terme, au cours des prochaines années.

Le projet agro-industriel brésilien est vulnérable, d’une part, parce qu’il est suicidaire sur le plan environnemental dans un monde où les conditions de durabilité deviendront les conditions de survie d’une société. Mais il est également vulnérable parce qu’il réitère l’ancienne dépendance du marché libre à l’égard des cycles des matières premières de l’économie mondiale, ce qui supprime toutes les conditions permettant au Brésil de résister aux fluctuations de l’économie mondiale dans un monde de plus en plus instable. Lula ne fait-il qu’aggraver ces vulnérabilités ? Comme le dit Liszt Vieira, « à quoi sert un ministère de l’Environnement qui ne peut pas empêcher la dégradation de l’environnement causée, par exemple, par le ministère de l’Agriculture qui soutient l’agro-industrie qui déforeste les forêts, par le ministère des Transports qui soutient l’asphaltage de l’autoroute BR-319 qui dévastera l’Amazonie et par le ministère de l’Énergie qui soutient l’exploration pétrolière dans le bassin

de Foz do Amazonas ? » (9).

En devenant de plus en plus parasitaire et en détruisant ses propres conditions d’existence, l’agrobusiness se révèle également de plus en plus destructeur pour la vie de la majorité de la population brésilienne. Nous pouvons résumer cette dynamique en disant que, soit le Brésil met fin au « ruralisme », soit le « ruralisme » met fin au Brésil. Qui peut faire face à cette tâche ? Une gauche différente de celle d’aujourd’hui, qui est paralysée face à l’agrobusiness. Comme nous le rappelle E.P. Thompson, les classes se forment dans la lutte des classes.

Un mouvement climatique fort au Brésil sera un mouvement pour une transition éco-sociale dans le pays, organisé par des acteurs de base, capable d’affronter les responsables de la prédation de la nature et de lutter pour la restauration des biomes forestiers. L’alternative pour le Brésil sera créée dans la lutte politique pour une autre économie, une autre société, un autre métabolisme avec la nature. ■

Le 22 septembre 2024

7) Ricardo Salles, alors ministre de l’Environnement, a proposé lors d’un Conseil des ministres le 20 avril 2020 de profiter du moment où l’attention se portait presque exclusivement sur l’épidémie de Covid-19 pour revoir les réglementations relatives à l’environnement ou, selon ses termes, « ouvrir le portail pour faire passer les troupeaux ».

8) « O agronegócio é o principal inimigo do Brasil », « L’agro-industrie est le principal ennemi du Brésil », 17 septembre 2024.

9) « Explodiu a questão ambiental! », « La question de l’environnement a explosé ! », *A terra é redonda*, 15 septembre 2024.

Marxisme et question nationale, de Marx à Eric Hobsbawm

L'articulation entre internationalisme et question nationale, entre revendications démocratiques et révolution, est l'enjeu d'un débat entre marxistes depuis le milieu du 19^e siècle, débat dont Michael Löwy raconte l'évolution.

Par
Michael Löwy

Marx et Engels n'ont proposé ni une théorie systématique de la question nationale, ni une définition précise du concept de « nation », ni une stratégie politique générale pour les socialistes dans ce domaine. Leurs articles sur le sujet étaient, pour la plupart, des déclarations politiques concrètes relatives à des cas spécifiques. En ce qui concerne les textes théoriques proprement dits, les plus connus et les plus influents sont sans doute les passages assez sibyllins du *Manifeste* concernant les communistes et la nation. Ces passages ont la valeur historique de proclamer de manière audacieuse et intransigeante la nature internationaliste du mouvement prolétarien, mais ils

ne sont pas toujours exempts d'un certain économisme et d'un surprenant optimisme libre-échangiste. Cela se voit notamment dans la suggestion que le prolétariat victorieux poursuivra simplement la tâche d'abolir les antagonismes nationaux qui a été commencée

avec « le développement de la bourgeoisie, le libre-échange, le marché mondial », etc. Cette idée est cependant contredite dans d'autres textes de la même époque, dans lesquels Marx souligne que « tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie créa une classe dont

les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie » (1).

Dans ses écrits ultérieurs (notamment sur la question de l'Irlande), Marx a montré que non seulement la bourgeoisie tend à entretenir les antagonismes nationaux, mais qu'elle tend même à les accroître, car : 1. la lutte pour le contrôle des marchés crée des conflits entre les puissances capitalistes ; 2. l'exploitation d'une nation par une autre produit l'hostilité nationale ; 3. le chauvinisme est un des outils idéologiques qui permettent à la bourgeoisie de maintenir sa domination sur le prolétariat.

Marx et Engels ont souligné avec force l'internationalisation de l'économie par le mode de production capitaliste : l'émergence du marché

mondial qui « a enlevé à l'industrie sa base nationale » en créant « une interdépendance généralisée des nations ». Cependant, il y a une tendance à l'économisme dans son idée que « l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent »

aide à dissoudre les barrières nationales (*Absonderungen*) et les antagonismes, comme si les différences nationales pouvaient être assimilées à de simples différences dans le processus de production (2).

Des principes généraux

Si le *Manifeste communiste* a jeté les bases de l'internationalisme prolétarien, il n'a guère donné d'indications sur une stratégie politique concrète par rapport à



Michael Löwy

Michael Löwy est militant de la IV^e Internationale. Il est l'auteur notamment de *L'étoile du matin, Surréalisme et marxisme*, janvier 2000, Syllepse, et de *La Comète incandescente. Romanisme, surréalisme, subversion*, Orange, Éditions le Retrait, 2020.

la question nationale. Une telle stratégie n'a été développée que plus tard, notamment dans les écrits de Marx sur la Pologne et l'Irlande (ainsi que dans la lutte qu'il a menée au sein de l'Internationale contre le nationalisme libéral-démocrate de Mazzini et le nihilisme national des Proudhoniens). Marx et Engels ont soutenu la Pologne non seulement au nom du principe démocratique général de l'autodétermination des nations, mais surtout en raison de la lutte des Polonais-es contre la Russie tsariste, le principal bastion de la réaction en Europe et la bête noire des pères fondateurs du socialisme scientifique.

Les écrits sur l'Irlande, en revanche, ont une application beaucoup plus large et énoncent, implicitement, certains principes généraux sur la question des nations opprimées. Dans une première phase, Marx était favorable à l'autonomie de l'Irlande au sein d'une union avec la Grande-Bretagne et pensait que la solution à l'oppression des Irlandais (par les grands propriétaires

1) K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, 1845, .
2) K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848.

terriens anglais) passerait par une victoire de la classe ouvrière (chartiste) en Angleterre. Dans les années 1860, en revanche, il considère la libération de l'Irlande comme la condition de la libération du prolétariat anglais. Ses écrits sur l'Irlande à cette époque développent trois thèmes qui seront importants pour le développement futur de la théorie marxiste de l'autodétermination nationale, dans sa relation dialectique avec l'internationalisme prolétarien :

1. Seule la libération nationale de la nation opprimée permet de surmonter les divisions et les antagonismes nationaux et permet à la classe ouvrière des deux nations de s'unir contre leur ennemi commun, les capitalistes ;

2. La libération de la nation opprimée est une condition préalable à la libération du prolétariat anglais. L'oppression d'une autre nation contribue à renforcer l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie sur les travailleurs de la nation opprimée : toute nation qui en opprime une autre forge ses propres chaînes ;

3. L'émancipation de la nation opprimée affaiblit les bases économiques, politiques, militaires et idéologiques des classes dominantes de la nation opprimée, ce qui contribue à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de cette nation.

Les positions de Friedrich Engels sur la Pologne et l'Irlande étaient largement similaires à celles de Marx. Toutefois, on trouve dans ses écrits un curieux concept théorique, la doctrine des « nations non historiques » – une catégorie dans laquelle il inclut, pêle-mêle, les Slaves du Sud (Tchèques, Slovaques, Croates, Serbes, etc.), les Bretons, les Écossais et les Basques. Selon Engels, « ces survivances d'une nation impitoyablement piétinée par la marche de l'histoire, comme le dit Hegel, ces "déchets de peuples" deviennent chaque fois les soutiens fanatiques de la contre-révolution, et ils le restent jusqu'à leur extermination et leur dénationalisation définitive ; leur existence même n'est-elle pas déjà une protestation contre une grande révolution historique ? » (3).

Engels a développé cet argument métaphysique pseudo-historique dans un article de 1855, qui affirmait que « le panslavisme est un mouvement qui s'efforce d'effacer ce qu'ont créé mille ans d'histoire, et qui ne peut se réaliser sans rayer de la carte la Turquie, la Hongrie et la moitié de l'Allemagne » (4).

Paradoxalement, le même Engels, dans un article de la même époque (1853), avait



Rosa Luxemburg (au centre) parmi les participants au Congrès socialiste international, Amsterdam 1904. © Leenheer, Cornelius - Domaine public

souligné que l'Empire turc était destiné à se désintégrer à la suite de la libération des nations balkaniques, ce qui ne l'étonnait nullement car, en bon dialecticien, il admirait dans l'histoire « *les changements éternels de la destinée humaine [...] où rien n'est stable que l'instabilité, rien n'est immobile, que le mouvement* » (5).

Pour la défense d'Engels, on pourrait avancer qu'il s'agissait d'articles de journaux, dépourvus du caractère rigoureux d'un travail scientifique, et qu'ils avaient donc un statut différent de celui de ses écrits théoriques proprement dits.

Le débat marxiste classique au sein de la II^e Internationale : la question nationale au tournant du siècle

C'est à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e que se déroule la discussion la plus importante sur la question nationale parmi les marxistes de la Deuxième Internationale. Des contributions intéressantes traitent de questions spécifiques : la question juive – du bundiste Vladimir Medem au sioniste Ber Borochov – ou la question irlandaise, avec James Connolly. Mais les réflexions théoriques les plus générales sont celles des marxistes des Empires austro-hongrois et russe (tsariste) multinationaux : Otto Bauer, Rosa Luxemburg, Staline, Lénine, Trotsky.

La gauche radicale contre le séparatisme national : Rosa Luxemburg, Léon Trotsky

Le courant de la « gauche radicale » (*Linksradikale*) représenté par Luxem-

burg, Pannekoek, Trotsky (avant 1917) et Strasser se caractérisait, à des degrés divers et sous des formes parfois très différentes, par son opposition au séparatisme national, au nom du principe de l'internationalisme prolétarien. Si les marxistes occidentaux Pannekoek et Strasser ont eu peu d'influence, il n'en va pas de même pour la marxiste polonaise Rosa Luxemburg.

En 1893, Rosa Luxemburg fonde le Parti social-démocrate du Royaume de Pologne (PSDK), avec un programme marxiste et internationaliste, pour contrer le Parti socialiste polonais (PPS), dont l'objectif est de lutter pour l'indépendance de la Pologne. Dénonçant le PPS (avec une certaine justesse) comme un parti social-patriotique, Rosa et ses camarades du SDKP étaient résolument opposés au slogan de l'indépendance de la Pologne et soulignaient, au contraire, le lien étroit entre les prolétariats russe et polonais et leur destin commun.

En 1896, Luxemburg représenta le SDKP au congrès de la Deuxième Internationale. Les positions qu'elle défendit dans son intervention furent exposées dans un article ultérieur : « *la libération de la Pologne est aussi utopique que la libération de la Tchécoslovaquie, de l'Irlande ou de l'Alsace-Lorraine [...]. La lutte politique*

3) F. Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 13 janvier 1849.

4) F. Engels, "Deutschland und der Panslawismus", *Neue Oder Zeitung*, 1855, cité par R. Rosdolsky, *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire »*, Syllepse, 2018.

5) F. Engels, "What is to Become of Turkey in Europe ?", *New York Daily Tribune*, 1853, cité par R. Rosdolsky, *op.cit.* p. 174.

Question nationale – marxisme

unificatrice du prolétariat ne doit pas être supplantée par une «série de luttes nationales stériles»». (6).

Les bases théoriques de cette position seront fournies par les recherches qu'elle a effectuées pour sa thèse de doctorat, *Le développement industriel de la Pologne* (1898). Le thème central de ce travail était que, du point de vue économique, la Pologne était déjà intégrée à la Russie. Seules la petite bourgeoisie et les couches précapitalistes nourrissaient encore le rêve utopique d'une Pologne unie et indépendante.

Sa déclaration la plus controversée sur la question nationale (que Lénine, en particulier, a attaquée) est la série d'articles publiés en 1908 sous le titre «*La question nationale et l'autonomie*» dans le journal du Parti social-démocrate polonais (devenu le SDKPiL, après l'adhésion d'un groupe marxiste lituanien). Les principales idées avancées dans ces articles sont les suivantes : 1. le droit à l'autodétermination est un droit abstrait et métaphysique, comme le soi-disant «droit au travail» prôné par les utopistes du 19^e siècle ; 2. le soutien au droit à la sécession des États membres de l'Union européenne est un principe fondamental. Le soutien au droit de sécession de chaque nation implique en réalité le soutien au nationalisme bourgeois : la nation en tant qu'entité uniforme et homogène n'existe pas – chaque classe de la nation a des intérêts et des «droits» conflictuels ; 3. l'indépendance des petites nations en général, et de la Pologne en particulier, est utopique du point de vue économique et condamnée par les lois de l'histoire. Pour Luxemburg, il n'y a qu'une seule exception à cette règle : les nations balkaniques de l'Empire turc (Grecs, Serbes, Bulgares, Arméniens). Ces nations avaient atteint un degré de développement économique, social et culturel supérieur à celui de la Turquie, empire décadent dont le poids mort les opprimait.

Pour étayer son point de vue sur le manque d'avenir des petites nations, Luxemburg utilise les articles d'Engels sur les «nations non historiques» (bien qu'elle les attribue à Marx : leur véritable paternité n'a

en fait été établie qu'en 1913, avec la découverte de lettres inédites de Marx/Engels) (6).

Des approches concrètes

Comme on le sait, en 1914 Luxemburg fut l'une des rares dirigeant-es de la II^e Internationale à ne pas succomber à la grande vague de social-patriotisme qui submergea l'Europe avec l'avènement de la guerre. Emprisonnée par les autorités allemandes pour sa propagande internationaliste et antimilitariste, elle rédigea en 1915 et fit sortir clandestinement de prison son célèbre *Brochure de Junius*. Dans ce texte, Luxemburg adopte dans une certaine mesure le principe de l'autodétermination : «le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, à la libre disposition de son propre destin». Cependant, pour elle, cette autodétermination ne pouvait être exercée au sein des États capitalistes existants, en particulier les États colonialistes. À l'ère de l'impérialisme, la lutte pour «l'intérêt national» est une mystification, non seulement par rapport aux grandes puissances coloniales, mais aussi pour les petites nations qui ne sont «que des pions sur l'échiquier impérialiste des grandes puissances». (7)

Toutefois, dans un article, Luxemburg expose le problème dans des termes très proches de ceux de Lénine : l'introduction de 1905 au recueil *La question polonaise et le mouvement socialiste*. Dans cet essai, Luxemburg distingue soigneusement le droit indéniable de chaque nation à l'indépendance («qui découle des principes élémentaires du socialisme»), qu'elle recon-

naît, et l'opportunité de cette indépendance pour la Pologne, qu'elle nie. C'est aussi l'un des rares textes où elle reconnaît l'importance, la profondeur et même la justification des sentiments nationaux (tout en les traitant comme un simple phénomène «culturel»), et où elle souligne que l'oppression nationale est «l'oppression la plus intolérable dans sa barbarie» et ne peut que susciter «hostilité et rébellion»... (8)

Les écrits de Léon Trotsky sur la question nationale avant 1917 peuvent être qualifiés d'«éclectiques» (terme utilisé par Lénine pour les critiquer), occupant une position à mi-chemin entre Luxemburg et Lénine. C'est surtout après 1914 que Trotsky s'est intéressé à la question nationale. Il l'aborde dans sa brochure *La guerre et l'Internationale* (9) ouvrage polémique dirigé contre le social-patriotisme, sous deux angles différents, voire contradictoires :

1. Une approche historique et économique. La guerre mondiale est le produit de la contradiction entre les forces productives, qui tendent vers une économie mondiale, et le cadre contraignant de l'État-nation. Trotsky annonçait donc «la destruction de l'État-nation en tant qu'entité économique indépendante», ce qui, d'un point de vue strictement économique, était une proposition justifiable. Mais il en déduit l'«effondrement» et la «destruction» de l'État-nation dans son ensemble ; l'État-nation en tant que tel, le concept même de nation, ne pourra plus exister à l'avenir que comme «fait culturel, idéologique et psychologique».

2. Une approche politique concrète. Contrairement à Luxemburg, Trotsky

Le Premier congrès des peuples d'Orient, la conférence de Bakou de 1920, jure une hostilité sans faille au capitalisme et à l'impérialisme britannique. © Herbert George Wells 1866-1946.



6) R. Luxemburg, «Die polnische Frage auf dem Internationalen Kongress in London», 1896, *Internationalismus und Klassenkampf*, Berlin, Luchterhand, 1971, pp. 142-143 et pp. 236, 239.

7) R. Luxemburg, La Brochure de Junius, *La guerre et l'Internationale*, Œuvres complètes, Tome IV, Agone.

8) R. Luxemburg, voir note 6, pp. 192, 217-218).

9) Trotsky, *Der Krieg und die Internationale* (1914) Zürich, Verlag der Grütlbuchhandlung, 1918, pp. 21, 230-231.



Bauer prononce un discours devant l'hôtel de ville de Vienne (vers 1930). © ÖNB, Archives photographiques Austria.

proclame explicitement le droit des nations à l'autodétermination comme l'une des conditions de la « paix entre les nations », qu'il oppose à la « paix des diplomates ». En outre, il soutient la perspective d'une Pologne indépendante et unie (c'est-à-dire libérée de la domination tsariste, autrichienne et allemande) ainsi que l'indépendance de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Bohême, etc. C'est dans la libération de ces nations et leur association dans une fédération balkanique qu'il voyait la meilleure barrière contre le tsarisme en Europe. En outre, Trotsky défendait une relation dialectique entre l'internationalisme prolétarien et les droits nationaux : la destruction de l'Internationale par les social-patriotes était un crime non seulement contre le socialisme, mais aussi contre « l'intérêt national, dans son sens le plus large et le plus correct », puisqu'elle dissolvait la seule force capable de reconstruire l'Europe sur la base des principes démocratiques et du droit des nations à l'autodétermination.

Après 1917, Trotsky adopte la conception léniniste de la question nationale, qu'il défend à Brest-Litovsk (1918) en tant que commissaire du peuple aux affaires étrangères.

Les austro-marxistes et l'autonomie culturelle

L'idée principale des austro-marxistes – Karl Renner et Otto Bauer – par rapport à la question nationale, notamment dans le contexte de l'Empire austro-hongrois, est l'autonomie culturelle dans le cadre d'un

État plurinational, par le biais de l'organisation des nationalités en corporations juridiques publiques, dotées de toute une série de pouvoirs culturels, administratifs et juridiques. Ils souhaitaient à la fois reconnaître les droits des minorités nationales et maintenir l'unité de l'État austro-hongrois.

Le grand ouvrage d'Otto Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie* (1907), partageait le postulat fondamental de Karl Renner et des autres austro-marxistes : la préservation de l'État plurinational, en accordant une autonomie nationale culturelle aux différentes communautés ethniques...

La particularité de l'analyse de Bauer réside dans la dimension psycho-culturelle de sa théorie sur la question nationale, construite sur la base du concept de « caractère national », défini en termes psychologiques : « la diversité des objectifs, le fait qu'un même stimulus peut provoquer des mouvements différents et qu'une même situation extérieure peut conduire à des décisions différentes ». Ce concept d'origine néo-kantienne a été sévèrement critiqué par les adversaires marxistes de Bauer (Kautsky, Pannekoek, Strasser, etc.) (10).

L'œuvre de Bauer a une valeur théorique indéniable, notamment en ce qui concerne le caractère historiciste de sa méthode. En définissant la nation comme le produit d'un destin historique commun, comme « l'aboutissement jamais achevé d'un processus constant », comme une cristallisation d'événements passés, un « morceau d'histoire figé », Bauer se place résolument sur le terrain du matérialisme historique et en opposition frontale avec les mythes réactionnaires de la « nation éternelle » et de l'idéologie raciste. Cette approche historique confère au livre de Bauer une réelle supériorité méthodologique sur la plupart des auteurs marxistes de l'époque, dont les écrits sur la question nationale avaient souvent un caractère abstrait et rigide. Dans la mesure où la méthode de Bauer impliquait non seulement une explication historique des structures nationales existantes, mais aussi une conception de la nation comme un processus, un mouvement en perpétuelle transformation, il a pu éviter l'erreur d'Engels en 1848-49 : le fait qu'une nation (comme les Tchèques) « n'ait pas eu d'histoire » ne signifie pas nécessairement qu'elle n'aura pas d'avenir. Le développement du capitalisme en Europe centrale et dans les Balkans ne conduit

pas à l'assimilation mais à l'éveil de nations « non historiques » (11).

Il convient d'ajouter que le programme d'autonomie culturelle de Bauer avait une valeur significative en tant que complément – et non alternative – à une politique fondée sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination. En effet, la première Constitution de l'Union soviétique intégraient en quelque sorte le principe de l'autonomie culturelle des minorités nationales.

Lénine, Staline et le droit à l'autodétermination

Staline a été le premier dirigeant bolchevique à écrire sur la question nationale. C'est Lénine qui l'a envoyé à Vienne pour étudier la question et, dans une lettre adressée à Gorki en février 1913, il a parlé du « merveilleux Géorgien qui s'est fait connaître dans le monde entier » (12). Mais une fois l'article de Staline « Le marxisme et la question nationale » (13) terminé, il ne semble pas que Lénine ait été particulièrement enthousiaste à son sujet, car il ne le mentionne dans aucun de ses nombreux écrits sur la question nationale, à l'exception d'une brève référence entre parenthèses dans un article daté du 28 décembre 1913. Il est évident que les idées principales de l'œuvre de Staline sont celles du parti bolchevique et de Lénine. Cela dit, la suggestion de Trotsky selon laquelle l'article a été inspiré, supervisé et corrigé « ligne par ligne » par Lénine semble discutable (14).

Au contraire, sur un certain nombre de points assez importants, l'ouvrage de Staline diffère implicitement et explicitement des écrits de Lénine, voire les contredit.

1. Le concept de « caractère national », de « constitution psychologique commune » ou de « particularité psychologique » des nations n'est pas du tout léniniste. Cette problématique est un héritage de Bauer, que Lénine a explicitement critiqué pour sa « théorie psychologique ». (15) En affirmant sans ambages que « ce n'est que lorsque toutes ces caractéristiques [langue commune, territoire, vie économique et formation psychique] sont réunies que nous

10) O. Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, EDI, 1987, vol. 1, p. 139, réédité par Syllepse en 2017.

11) Otto Bauer, 1987, vol. 1, p. 149, voir note 10.

12) Lénine, édition 1958, vol.35:84.

13) Staline, 1913.

14) Trotsky, *Staline*, édition 1969:233.

15) Lénine, édition 1958, vol. 20:31.

Question nationale – marxisme

avons une nation», Staline a donné à sa théorie un caractère dogmatique, restrictif et rigide que l'on ne retrouve jamais chez Lénine. La conception stalinienne de la nation était un véritable lit de Procuste (16) idéologique. Selon Staline, la Géorgie d'avant la seconde moitié du 19^e siècle n'était pas une nation car elle n'avait pas de «*vie économique commune*», étant divisée en principautés économiquement indépendantes. Selon ce critère, l'Allemagne, avant l'Union douanière, n'aurait pas été une nation non plus... On ne trouve nulle part dans les écrits de Lénine une «*définition*» aussi rigide et arbitraire de la nation.

2. Staline a explicitement refusé d'admettre la possibilité d'une unité ou d'une association de groupes nationaux dispersés au sein d'un État multinational : la question se pose de savoir s'il est possible d'unir en une seule union nationale des groupes qui sont devenus si distincts. Est-il concevable, par exemple, que les Allemands des provinces baltes et les Allemands de Transcaucasie puissent être «*réunis en une seule nation*»? La réponse donnée, bien sûr, était que tout cela n'était «*pas concevable*», «*pas possible*» et «*utopique*» (17).

Lénine, en revanche, défendait vigoureusement la «*liberté d'association, y compris l'association de toutes les communautés, quelle que soit leur nationalité, dans un État donné*», citant précisément en exemple les Allemands du Caucase, de la Baltique et de la région de Petrograd. Il ajoutait que la liberté d'association de toute nature entre les membres de la nation, dispersés dans différentes parties du pays ou même du globe, était «*indiscutable et ne pouvait être contestée que du point de vue bureaucratique et borné*» (18).

3. Staline ne faisait aucune distinction entre le nationalisme oppressif tsariste grand-russe et le nationalisme des nations opprimées. Dans un paragraphe très révélateur de son article, il rejette d'un

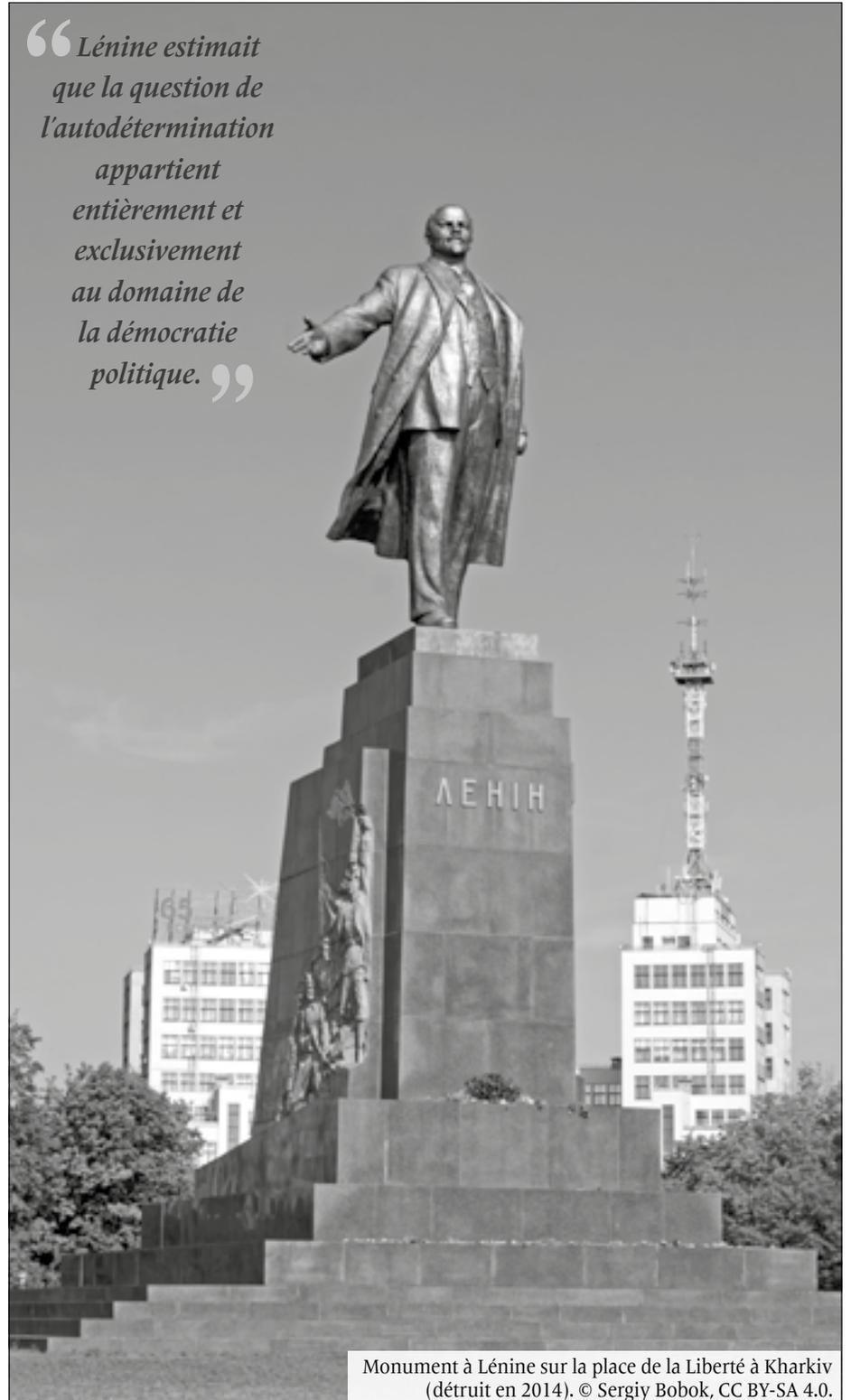
même souffle «*la vague de nationalisme belliqueux, partie d'en haut, tout une suite de répressions de la part des "détenteurs du pouvoir"*» et la «*vague de nationalisme montant d'en bas, qui se transformait parfois en un grossier chauvinisme*» des Polonais, des juifs, des Tatars, des Géorgiens, des Ukrainiens, etc. Non seulement il ne fait aucune distinction entre les nationalismes «*d'en haut*» et «*d'en bas*», mais

il adresse ses critiques les plus sévères aux sociaux-démocrates des pays opprimés qui n'ont pas «*tenu bon*» face au mouvement nationaliste.

Lénine, la question nationale et la stratégie

Le point de départ de Lénine pour élaborer une stratégie sur la question

“Lénine estimait que la question de l'autodétermination appartient entièrement et exclusivement au domaine de la démocratie politique.”



Monument à Lénine sur la place de la Liberté à Kharkiv (détruit en 2014). © Sergiy Bobok, CC BY-SA 4.0.

16) Dans la mythologie grecque, Procuste (littéralement «*celui qui martèle pour allonger*») est le surnom d'un brigand de l'Attique connu pour ne vouloir héberger chez lui que des personnes d'une taille donnée : il contraignait les voyageurs à s'allonger sur un lit ; il leur coupait les membres trop grands et qui dépassaient le lit, et étirait les pieds de ceux qui étaient trop petits. On parlait couramment de «*lit de Procuste*» pour désigner les tentatives de contraindre les choses à un seul modèle, une seule façon de penser ou d'agir, en référence aux pratiques de ce personnage.

17) Staline, *Le marxisme et la question nationale*, édition 1953 : 306-7, 309, 305, 339.

18) Lénine, 1958, 19 : 543 et Lénine, 1958, 20 : 39, 50.

nationale était le même que pour Luxembourg et Trotsky : l'internationalisme prolétarien. Cependant, contrairement à ses camarades de la gauche révolutionnaire, il insiste sur la relation dialectique entre l'internationalisme et le droit à l'autodétermination nationale. Il estime, premièrement, que seule la liberté de faire sécession rend possible l'union libre et volontaire, l'association, la coopération et, à long terme, la fusion entre les nations. Deuxièmement, seule la reconnaissance par le mouvement ouvrier de la nation oppressive du droit de la nation opprimée à l'autodétermination peut contribuer à éliminer l'hostilité et la suspicion des opprimés et à unir le prolétariat des deux nations dans la lutte internationale contre la bourgeoisie.

D'un point de vue méthodologique, Lénine se distingue de la plupart de ses contemporains par sa tentative de « mettre la politique aux commandes », c'est-à-dire par sa tendance obstinée et inébranlable à saisir et à mettre en évidence l'aspect politique de chaque problème et de chaque contradiction. En ce qui concerne la question nationale, alors que la plupart des autres auteurs marxistes voyaient principalement la dimension économique, culturelle ou « psychologique » du problème, Lénine estimait que la question de l'autodétermination « appartient entièrement et exclusivement [au domaine de la démocratie politique] » (19), c'est-à-dire au domaine du droit à la sécession politique et à l'établissement d'un État-nation indépendant.

Il va sans dire que l'aspect politique de la question nationale pour Lénine n'est pas du tout celui dont se préoccupent les gouvernements, les diplomates et les armées. Que telle ou telle nation ait un État indépendant ou que les frontières soient entre deux États lui est totalement indifférent. Son objectif est la démocratie et l'unité internationaliste du prolétariat, qui passent toutes deux, selon lui, par la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. De plus, précisément parce qu'elle se concentre sur l'aspect politique, sa théorie de l'autodétermination ne fait aucune concession au nationalisme. Elle se situe uniquement dans la sphère de la lutte démocratique et de la révolution prolétarienne.

Le principal défaut de la conception léniniste de la question nationale est que l'accent exclusif mis sur le choix entre l'unification et la sécession laisse peu de place à des alter-

natives telles que l'autonomie nationale et culturelle. Mais dans la pratique, Lénine et les bolcheviks y auront recours, par exemple en ce qui concerne les communautés nationales telles que les juifs en URSS.

Réflexions contemporaines, Benedict Anderson, Eric Hobsbawm

Dans les décennies qui ont suivi la Révolution russe d'octobre 1917, la plupart des discussions sur la question nationale ont porté sur des problèmes nationaux spécifiques. En 1922, Lénine et Staline se sont affrontés sur la question de l'autonomie de la Géorgie soviétique – un conflit décrit par l'historien Moshe Lewin comme *Le dernier combat de Lénine*. Dans les années 1930, Léon Trotsky écrit sur le droit à l'autodétermination de l'Ukraine soviétique. La question juive continue de susciter des controverses, avec, entre autres, la contribution d'un jeune disciple de Trotsky, Abraham Leon. Plusieurs marxistes noirs publient d'importantes analyses sur la minorité afro-américaine aux États-Unis (W.E.B. Du Bois, CLR James). En 1935, le marxiste catalan Andreu Nin a publié un livre sur les mouvements d'émancipation nationale, mais il s'agit essentiellement d'un résumé du débat classique, de Marx et Engels aux révolutionnaires russes. Bien entendu, il existe une vaste littérature marxiste sur les mouvements coloniaux de libération nationale.

Ce n'est qu'à la fin du 20^e siècle que de nouvelles réflexions théoriques marxistes générales sur la question nationale ont vu le jour. Deux d'entre eux sont les plus influents : Benedict Anderson et Eric Hobsbawm.

Dans son livre novateur de 1983, *Imagined Communities Reflections on the Origin and Spread of Nationalism (L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme)*, Benedict Anderson définit la nation comme « une communauté politique imaginée ». Il explique qu'une nation « est imaginée parce que les membres de la plus petite nation ne connaîtront jamais la plupart

de leurs confrères, ne les rencontreront jamais, ni même n'entendront parler d'eux, mais dans l'esprit de chacun d'eux vit l'image de leur communion ». Les membres de la communauté ne connaîtront probablement jamais chacun des autres membres face à face ; cependant, ils peuvent avoir des intérêts similaires ou s'identifier comme faisant partie de la même nation.

Enfin, une nation est une communauté parce que, « indépendamment de l'inégalité et de l'exploitation réelles qui peuvent prévaloir dans chacune d'elles, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde et horizontale. En fin de compte, c'est cette fraternité qui a permis, au cours des deux derniers siècles, à tant de millions de personnes, non pas tant de tuer, mais de mourir volontairement pour des objectifs aussi limités ».

Selon Anderson, la langue joue un rôle important dans la consolidation des « communautés imaginées » nationales. Commençant avec une petite élite cultivée, la langue devient de plus en plus importante avec la généralisation de l'imprimé après le 18^e siècle et, après le 19^e siècle, avec la diffusion de la langue à travers l'éducation publique et l'administration. – On peut considérer que l'accent mis par Anderson sur l'imaginaire est trop unilatéral, mais son livre est sans aucun doute l'une des contributions les

plus novatrices à la réflexion marxiste sur la question nationale.

Le livre d'Eric Hobsbawm en 1991, *Nations and Nationalism since 1780 (Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité)* est peut-être l'étude la plus importante de la question après les grands classiques de la Deuxième Internationale. En examinant les différents critères proposés pour définir une nation, tels que la langue, l'ethnicité, le territoire, etc., il conclut que ces définitions « objectives » ont échoué, car il y a toujours des exceptions évidentes. En outre, les critères adoptés à cette fin sont eux-mêmes changeants et ambigus. Il propose donc une attitude d'« agnosti-

19) Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », édition 1958, 22:145.

“Les membres de la communauté ne connaîtront probablement jamais chacun des autres membres face à face ; cependant, ils peuvent avoir des intérêts similaires ou s'identifier comme faisant partie de la même nation.”

Question nationale – marxisme

cisme » et refuse toute définition a priori de ce qui constitue une nation. La seule définition qu'il accepte comme hypothèse de travail initiale pour son livre est que « tout ensemble suffisamment important de personnes dont les membres se considèrent comme membres d'une "nation" sera traité comme tel ». Bien sûr, il reste

la question du « seuil » : qu'est-ce qu'un « groupe suffisamment important » ? Au 19^e siècle, comme le montre Hobsbawm, seules les grandes nations étaient considérées comme *lebensfähig* (viabiles) : non seulement les libéraux, mais même Marx et Engels considéraient les petits peuples comme des survivances du passé et des obstacles au progrès historique...

Pour Hobsbawm, les nations sont des formations modernes, c'est-à-dire relativement récentes, produites par l'idéologie nationaliste et par « l'invention de la tradition » – un concept qui n'est pas sans similitude avec les « communautés imaginées » de Benedict Anderson. Hobsbawm est d'accord avec le spécialiste (non marxiste) du nationalisme Ernest Gellner pour dire que les nations comportent un élément d'artefact, d'invention et d'ingénierie sociale, et il cite le commentaire ironique suivant de cet anthropologue britannique : « Les nations en tant que moyen naturel, donné par Dieu, de classer les hommes, en tant que destin politique inhérent, sont un mythe ; le nationalisme, qui parfois prend des cultures préexistantes et les transforme en nations, parfois les invente... : c'est une réalité ». Mais il n'est pas d'accord avec Gellner sur l'accent unilatéral qu'il met sur la modernisation nationale par le haut, en ignorant les développements populaires « par le bas » (20).

Internationaliste impénitent, Eric Hobsbawm est sceptique quant au principe wilsonien d'autodétermination nationale : la tentative (après le traité de Versailles) de faire coïncider les frontières de l'État avec les frontières de

la nationalité et de la langue. Il estime que cette politique, visant à créer des États ethniquement homogènes, a conduit, inévitablement, à l'expulsion massive ou à l'extermination des minorités : « Telle était et telle est la réduction meurtrière à l'absurde du nationalisme dans sa version territoriale, bien que cela n'ait pas été pleinement démontré avant les années 1940 » (21).

L'analyse historique de Hobsbawm est remarquable, mais sa conclusion selon laquelle, à la fin du 20^e siècle, la nation et le nationalisme sont de moins en moins importants est douteuse. Si l'on peut admettre avec lui que l'État-nation a perdu une grande partie de son importance économique, il est beaucoup moins

évident que, comme il l'affirme, « le nationalisme n'est plus un vecteur majeur du développement historique » et qu'il a une « signification historique déclinante ». Les exemples qu'il donne pour illustrer son argumentation, au moment où il écrit son livre (1988-89), ont été démentis par le cours des événements dans les années qui ont suivi. Ainsi, il souligne que les tensions nationales en Yougoslavie « n'ont pas encore fait un seul mort » et, à propos de la montée des groupes nationalistes xénophobes tels que le Front national en France, il insiste sur leur « instabilité et leur impermanence » (22).

Si l'internationalisme est la seule perspective cohérente, d'un point de vue marxiste, pour considérer la question nationale, cela ne doit pas conduire, comme cela a souvent été le cas, à sous-estimer la force, l'influence et la capacité de nuisance des nations et du nationalisme. ■

Le 21 mai 2024

Bibliographie

- B. Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996, 212 pages ; réédition poche 2006.
- O. Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, EDI, 1987, vol. 1 ; *La question des nationalités*, éditions Syllepse, 660 pages, 2017
- F. Engels, «The Magyar Struggle» (1848), in *Marx, Engels, The Revolutions of 1848*, Londres, Penguin 1973.
- F. Engels, «What is to Become of Turkey in Europe ?» *New York Daily Tribune*, 1853, et «Deutschland und der Panslawismus», *Neue Oder Zeitung*, 1855, dans *Marx, Engels Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1968, vol. XI.
- E. Hobsbawm, *Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Gallimard, 1992, édition poche 2001.
- V.I. Lénine, «The National Program of the RSDLP», *Collected Works*, Moskow, Progress, 1958, Vol. 19 ; V.I. Lénine, «The Right of Nations to Self-Determination», et «Critical Remarks on the National Question» in *Collected Works*, Vol. 20 ; V.I. Lénine, «The Socialist Revolution and the Right of Nations to Self-Determination», *Collected Works*, Vol. 22 ; V.I. Lénine, *Collected Works*, Vol. 35. En ligne sur marxists.org : « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».
- M. Löwy, «Marxists and the National Question», *New Left Review*, Londres, avril 1976.
- R. Luxemburg, «Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale» (1915), «La Brochure de Junius, La guerre et l'Internationale», *Œuvres complètes*, Tome IV, Agone, 256 pages.
- R. Luxemburg, «Die Polnische Frage auf dem Internationalen Kongress in London», (1896), «Vorwort zu dem Sammelband "Die polnische Frage und die sozialistische Bewegung"» (1905), «Nationalität und Autonomie» (1908), in *Internationalismus und Klassenkampf*, Berlin, Luchterhand, 1971 (Rosa Luxemburg, *la Question nationale et l'autonomie*, Le temps des cerises, 2001 - épuisé).
- K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, 1845.
- R. Rosdolsky, *Friedrich Engels et les peuples «sans histoire»*, 384 pages, Syllepse, 2018.
- J. Staline, *Le marxisme et la question nationale*.
- L. Trotsky, *Les Bolcheviks et la paix mondiale*.
- L. Trotsky, *Staline*, Syllepse, 2021, 1008 pages.

20) Hobsbawm, édition 1991 : 8-11.

21) Hobsbawm, édition 1991 : 133.

22) Hobsbawm, édition 1991 : 163, 170, 173, 179.

« Intégrer l’ethnicité à la démocratie politique »

La notion d’ethnie, au croisement de filiations culturelles, de pouvoir et de sang, devrait être davantage intégrée dans une analyse marxiste, notamment pour ce que les liens ethniques impliquent comme choix spontanés pour les populations et comme nécessités démocratiques.

Entretien de
Paul Martial avec
Michel Cahen

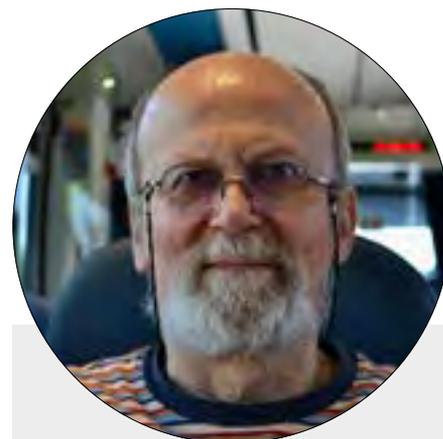
Lorsque l’on parle de l’Afrique, on évoque souvent la notion d’ethnie, tant dans les journaux généralistes que parmi les chercheurs/ses en sciences sociales. Comment peut-on définir ce concept ?

En France dans les années 1930, on a commencé à employer le mot ethnie comme un cache-sexe du mot race. Mais ce mot lui-même n’avait pas tout à fait le même sens que celui auquel il est réduit aujourd’hui. Par exemple, Ernest Renan, le grand théoricien de la nation française du 19^e siècle, qui a écrit *Qu’est-ce qu’une nation ?*, parle très couramment de « race française ». Cela signifie communauté, ou nation, mais avec l’idée que la culture est dans le sang. C’est une espèce d’essentialisme. L’Internationale communiste parlait de « nègre », ce qu’on ne fait plus aujourd’hui.

Dans les années 1930, on a commencé à utiliser le mot ethnie de façon aussi essentialiste. En France, dans les sciences sociales, les deux moments fondateurs de la discussion plus moderne du mot et du concept d’ethnie sont, d’abord, le livre de Jean-Loup Amselle et d’Elikia M’Bokolo *Au cœur de l’ethnie*, publié pour la première fois en 1985, et puis quelques années plus tard le livre de Jean-Pierre Chrétien et Gérard Prunier *Les ethnies ont une histoire*, publié en 1989. La thèse est que l’ethnie n’est pas simplement une manipulation des colonisateurs, que les Africain-es n’ont pas attendu les Européens pour

ressentir des identités – qu’on peut appeler ethnie ou nation – qui sont des constructions sociales et par conséquent fluctuantes. Il y a des identités pluriséculaires en Afrique, je pense par exemple à la nation Kongo, initialement fruit d’une construction politique. Le royaume Kongo existait depuis deux siècles avant l’arrivée des Portugais dans la région en 1482 et l’identité Kongo existe toujours, bien que les frontières coloniales l’aient divisée en cinq morceaux : l’ouest du Congo Brazzaville, l’ouest du Congo « démocratique », l’extrême-sud du Gabon, l’enclave de Cabinda qui appartient à l’Angola et les deux provinces nord de ce pays qui s’appellent d’ailleurs Congo et Zaïre. C’est une entité qui continue d’exister, qui a sa propre langue, ses propres rites, son roi comme dignitaire culturel – même s’il possède un rôle mineur – et dont la capitale est Mbanza-Kongo en Angola.

En tant que marxiste, ce qui m’a toujours frappé, c’est la difficulté à appréhender le phénomène ethnique. Il y avait eu un peu le même débat en Europe sur la question nationale. On se rappelle qu’Engels était en faveur de l’indépendance de l’Irlande et de la Pologne alors que Rosa Luxembourg était contre l’indépendance de cette dernière parce qu’elle considérait que cela allait diviser le prolétariat qui était unifié par la force au sein de l’Empire allemand. Engels expliquait qu’un prolétaire, pour entrer dans la lutte, devait d’abord savoir sur quel territoire il marchait, ce qui relevait de lui : pour qu’un prolétaire irlandais puisse s’allier au prolétaire anglais, il fallait que la question nationale soit résolue. Engels accordait de l’importance à l’Irlande



Michel Cahen

Michel Cahen est historien de la colonisation portugaise et analyste politique de l’Afrique lusophone, directeur de recherche émérite au CNRS et membre de la IV^e Internationale en France. Son dernier ouvrage est *Colonialité. Plaidoyer pour la précision d’un concept*, Paris, Karthala. Propos recueillis le 18 août 2024 par Paul Martial.

et à la Pologne parce qu’elles étaient colonisées respectivement par l’Angleterre et l’Allemagne, deux grands pays industriels. Il avait une sympathie que je qualifierais d’un peu instrumentale. Et le même Engels eut des phrases épouvantables sur les États des Balkans, petits, avec des peuples « sans histoire ». Comme il ne s’agissait pas de pays industriels, il les considérait comme retardataires. Or, d’un point de vue matérialiste, l’ethnicité est une formation sociale subjective qui exprime des sociétés selon des trajectoires identitaires qui sont les leurs et doivent intégrer notre réflexion.

Peux-tu préciser la notion d’ethnicité ?

Quand je parle d’ethnicité je ne parle pas simplement d’ethnie mais aussi de nation, que contrairement à la tradition jacobine je ne confonds pas avec la République et avec l’État. Par exemple la nation française ne peut pas être définie autre-

“ *L’ethnie n’est pas simplement une manipulation des colonisateurs, les Africain-es n’ont pas attendu les Européens pour ressentir des identités.* ”

Question nationale – ethnicité

ment que de la manière suivante : la nation est l'ensemble des gens qui se sentent Français, point final. De ce point de vue il n'y a strictement aucune raison de faire une différence de nature entre nation et ethnie, si ce n'est un degré d'ethnicité. La nation serait le degré le plus élevé en termes d'intensité de la cristallisation identitaire et de sa durée.

Je ne vois pas pourquoi on utiliserait le terme « nation » pour l'identité française – je suis persuadé que la nation française existe car il y a des gens qui se reconnaissent comme tels – et le terme ethnie pour l'identité Kongo, alors qu'à l'arrivée des Portugais, il y avait déjà un peuple Kongo avec son identité et sa langue. Serait-ce parce qu'on est en Afrique ? Je suis extrêmement méfiant par rapport à la hiérarchisation sémantique que l'on établit entre nations et ethnies. Toutes les nations sont des ethnies mais toutes les ethnies ne sont pas des nations, si on l'accepte mon idée de degrés d'ethnicité, c'est-à-dire que l'ethnie serait un degré moindre, plus fluide, moins cristallisé, peut-être moins durable d'identité. Il y a des ethnies qui ont disparu et d'autres qui sont apparues en raison du colonialisme. Cela ne veut pas dire que ce sont les colonisateurs qui ont créé les ethnies, dans la fameuse idée du diviser pour régner. Les colonisateurs ont classifié les gens, les missionnaires ont traduit la Bible dans les langues les plus efficaces pour eux – et cela a eu des effets très importants – mais ils se sont servis de ce qui existait déjà. On ne peut pas manipuler quelque chose qui n'existe pas.

Pourtant dans le livre *Au cœur de l'ethnie*, sous la direction de Jean-Loup Amselle et Elikia M'Bokolo, auquel tu faisais référence, un

chapitre écrit par Jean-Pierre Dozon est intitulé : « Les Bete : une création coloniale ».

Je ne suis pas du tout spécialiste de cette région. Il a peut-être raison, s'il prouve qu'un administrateur colonial a défini des gens et les a regroupés dans une circonscription qu'il a organisée, et que petit à petit ces gens se sont habitués à cette structuration coloniale qui serait devenue ethnique. Il est possible que ça ait marché mais on ne peut en déduire une loi générale selon laquelle les ethnies auraient été inventées par le colonisateur. Cela signifierait que les Africain-e-s auraient dû attendre l'arrivée des colonisateurs pour ressentir des identités communautaires qui n'étaient pas simplement lignage et clan.

Prenons le cas de deux pays très différents, les îles du Cap-Vert et le Mozambique. Le Mozambique est un pays du cône sud de l'Afrique, riverain de l'océan Indien, et dont la population fait partie de la grande famille des Bantous. Le Cap-Vert est un archipel créole situé dans l'océan Atlantique, 500 km à l'ouest de Dakar, qui n'était pas peuplé quand les Portugais sont arrivés. Il a été peuplé intégralement d'esclaves venus de différents endroits d'Afrique, qui n'avaient pas les mêmes identités, les mêmes religions, qui ne parlaient pas la même langue, et c'est pourquoi ils ont dû forger la langue créole. Une nouvelle identité est donc apparue, l'identité créole, circonscrite territorialement par l'archipel. On peut dire qu'historiquement il y a eu la formation

d'une nation tout à fait comparable à nos nations en Europe. Il n'y a pas de problème majeur d'identification entre le Capverdien le plus pauvre et l'État capverdien.

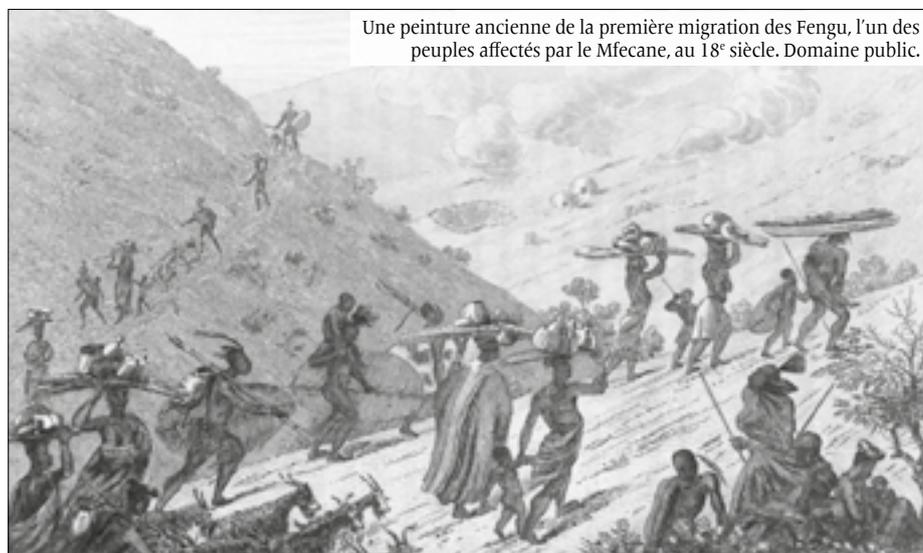
Pour le Mozambique, c'est différent, car on est dans l'Afrique continentale. Le pays a été également colonisé par les Portugais au tout début du 17^e siècle, même si la majeure partie du territoire n'a été occupée qu'à la fin du 19^e. C'est l'Afrique bantoue avec ses lignages, ses chefferies traditionnelles, ses nations africaines précoloniales, de grands États qui ont été vaincus militairement par les Portugais. Il y avait des identités africaines, mais ce n'était pas forcément des États-nations : le nkosi (roi/chef) de l'une des principales formations politiques au sud du Mozambique, l'empire de Gaza, était un immigrant zoulou lié au Mfecane

(grands mouvements des migrations des Zoulous à partir de la fin du 18^e siècle). C'était un État tout à esclavagiste et violent qui a partiellement « zoulouifié » ces populations. Même ainsi, sa population était loin d'être homogène,

“L'État français réprimait les ethnicités mais apportait en même temps le progrès et il y eut ainsi une identification politique à l'État social français.”

ce n'était pas un État-nation précolonial. Mais d'autres entités politiques relevaient de populations bien plus homogènes. Pourquoi ne pas les appeler nations ?

Dans le centre du pays on avait un phénomène très différent, les *prazos*. Il s'agissait d'anciennes féodalités portugaises qui s'étaient largement africanisées sans se « retraditionnaliser ». Des chefs noirs ou goanais possédaient des terres au nom du roi du Portugal. Ces structures politiques se surimposèrent à des identités existant préalablement. Ces entités étaient des clans ou des lignages, parfois des identités très marquées, dans le nord du pays, notamment chez les Makonde et les Makua. Les Portugais occupant la totalité du territoire à la fin du 19^e siècle n'ont pas transformé la population en « Portugais noirs », les gens naturellement ont continué d'être africains. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo), prenant le pouvoir en 1975 après dix ans de lutte armée, a refusé de tenir compte de l'existence de nations africaines précoloniales, considérées en bloc comme « tribalisme », n'a pas promu leur culture et leur langue. Mais il n'a pas non plus réussi à être un État social pour les 80% de la population qui était rurale, qui aurait pu mener tous ces



Une peinture ancienne de la première migration des Fengu, l'un des peuples affectés par le Mfecane, au 18^e siècle. Domaine public.

groupes à s'identifier au « Mozambique », ce nouvel espace territorial qui fait officiellement nation. À l'inverse, « Pour que la nation vive, la tribu doit mourir », telle fut la politique du Frelimo. L'emploi du mot tribu était fortement contestable et cette politique anti-ethnique eut des conséquences pratiques, comme des campagnes d'alphabétisation menées exclusivement en portugais – avec un taux d'échec gigantesque –, avec l'interdiction des chefs traditionnels, des rituels de la pluie, etc. Cela a été, selon moi, une espèce de tentative de « portugalisation » ou de « lusophonisation » du pays avec l'idée de l'Homme Nouveau, empruntant un jargon un peu maoïste.

En France, il s'est passé un peu la même chose, avec une très forte répression ethnique ; Napoléon, puis Napoléon III, et surtout la Troisième République ont francisé la France : tout le monde se rappelle des écriteaux « *il est interdit de cracher et de parler basque ou breton à la récréation* ». Mais cet État français qui réprimait les ethnicités créait en même temps l'école publique obligatoire, des hôpitaux, des routes, des ponts, il apportait le progrès et il y eut ainsi une identification politique à l'État social français, et petit à petit cela devint une identification nationale. Cet échange entre progrès social et répression ethnique – je ne dis pas que ce fut bien – put fonctionner.

L'État capitaliste de la périphérie ou de l'ultra périphérie, comme le sont les États africains, n'est pas, sauf à de rares exceptions, un État social, c'est un État néocolonial, kleptocrate (1) qui opprime socialement, économiquement mais aussi ethniquement bien qu'il ait des pratiques ethno-clientéliste. Des ministres construisent la route qui va à leur village en détournant le budget de leur ministère, mais ce n'est pas du tout une politique de conjugaison des identités africaines pour construire une nation de nations.

Si l'on prend le cas de la Grande-Bretagne, elle n'est pas la fédération de l'Angleterre, du Pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande du Nord. Ce n'est pas un État fédéral, il y a une supra-identité britannique. C'est une identité au singulier d'identités au pluriel. Un Écossais peut admettre qu'il est un Britannique, mais il ne lui plaira pas d'être confondu avec un Anglais. Les États africains n'ont pas suivi ce modèle de l'emboîtement des identités et ils ont opposé des nations africaines précoloniales à la nouvelle nation qui

devait être une rupture au lieu d'être cette conjugaison coagulée par un État social.

Le système en Éthiopie tient compte, du moins officiellement, des différentes ethnies.

C'est presque une exception, et qui n'a pas fonctionné du tout. Dans ce pays, on a le fédéralisme identitaire. En principe, chaque nation constitutive dispose d'un territoire avec une province autonome, mais le pays est régi par une dictature et les autonomies n'ont jamais été respectées. Ce qu'il y avait de bien dans la Constitution n'a ainsi pas été matérialisé.

Je ne dis pas qu'il faut le fédéralisme partout au sein de chaque pays en Afrique. Le fédéralisme interne aux pays africains risque de mener à la définition de provinces mono-ethniques. Or en Afrique les provinces mono-ethniques sont très rares. Dans la région Makua, il y a aussi des Makonde, des Yao, un peuple majoritaire et des peuples minoritaires. La question n'est pas de faire du fédéralisme, il faudrait plutôt regarder du côté de la Bolivie d'Evo Morales qui en 2009 a proclamé la Constitution de l'État unitaire plurinational de Bolivie.

Le fait ethnique en Afrique n'est pas un ennemi pour nous, marxistes. C'est tout simplement quelque chose qui existe dans la société, qu'il faut se garder d'essentialiser. Ce sont des identités qui peuvent devenir ou non des nations mais parfois le mécontentement social va s'exprimer selon des alignements ethniques. En général, il n'y a jamais de guerre civile dont la caractéristique serait uniquement inter-ethnique. Par exemple dans le cas du Rwanda, les Hutu et les Tutsi ne sont pas deux ethnies. S'il faut leur donner un nom, ce sont plutôt des castes, deux regroupements ayant la même langue, les mêmes mythes d'origine, le même royaume, mais certains étaient considérés professionnellement comme des agriculteurs et d'autres comme des éleveurs. Tout le monde sera d'accord pour dire que la manipulation coloniale a porté ses fruits, mais ce ne fut pas une guerre ethnique.

Quand il y a un conflit ethnique, c'est souvent qu'il y a des problèmes sociaux. En ce moment, dans le nord du Mozambique, il y a une guérilla djihadiste. Un groupe qui existait préalablement comme secte religieuse s'est militarisé puis s'est affilié à l'État Islamique. Il recrute parmi le groupe côtier Mwani, et parmi les Makua – un grand

groupe qui a été assez maltraité par les colonisateurs portugais puis par le Frelimo. Enfin, il y a à la frontière de la Tanzanie le groupe makonde. C'est là qu'a commencé la guerre de libération en 1964. Le groupe makonde, quoique minoritaire dans la région, a été extrêmement important dans la guerre de libération anticoloniale (2). Comme ses membres ont été des acteurs majeurs dans la guerre de libération, ils ont accaparé des rôles de direction importants. De généraux dans la guérilla, ils sont devenus ministres. Bien que très nettement minoritaires à l'échelle du pays (2 % de la population, et à peu près 10 % à l'échelle de la province-nord Cabo Delgado), ils ont accaparé la plupart des postes qui permettent de devenir riche. Aujourd'hui, il y a une expression ethnique du mécontentement social contre les Makonde de la part des Mwani ou des Makua, mais c'est en raison de l'inégalité provoquée par un pouvoir d'État accaparé par une ethnicité particulière en raison des circonstances historiques.

La difficulté en Afrique est qu'on est à la périphérie du capitalisme. Les États ne sont pas des États sociaux mais des États prébendiers, des États compradores, des États qui manipulent les clientélismes ethniques, qui souvent promeuvent une seule ethnicité. Au Sénégal, en ce moment, il y a une « ouolofisation » accentuée et les autres langues africaines sont en déclin et pourraient disparaître à l'avenir. Cela a provoqué une guérilla endémique en Casamance (3) et petit à petit il y aura y avoir d'autres révoltes (pas forcément sous la même forme), surtout si le développement reste très inégal selon les régions du pays. Derrière tout cela, il y a toujours des conditions matérielles et sociales, ce n'est pas de l'économisme de dire cela : l'identité ne vient jamais seule, elle est l'expression de positionnements face à des changements ressentis comme agressifs ou inquiétants.

Je l'ai bien vu au Mozambique : à l'époque coloniale – donc jusqu'en 1975 – les anthropologues pouvaient repérer

1) Une kleptocratie est un terme désignant un système politique au sein duquel une ou plusieurs personnes, à la tête d'un pays, pratiquent à une très grande échelle la corruption, souvent avec des proches et membres de leur famille.

2) Je ne l'appelle pas personnellement nationale mais anticoloniale, puisqu'il n'y avait pas à proprement parler de nation pré-existante à la guerre de libération.

3) La Casamance, parfois appelée casa-di-mansa (« la terre des rois »), est une région historique et naturelle du Sénégal, située au sud du pays et bordant le fleuve Casamance.

Question nationale – ethnicité

une grande zone dans le nord du Mozambique où les gens parlaient une famille de langue appelée makhuwa-lómwè. Après l'arrivée au pouvoir du Frelimo, la politique menée a profité principalement aux sudistes, à la capitale et aux grandes villes. Les gens se sentent agressés par cet État de modernisation autoritaire, et la rébellion soutenue par l'Afrique du Sud allait prendre beaucoup de poids dans ces zones-là. Les gens ont alors commencé à se dire Makua en réaction. Ils le ressentaient vraiment, et cela n'avance en rien de dire qu'il s'agissait d'une « fausse conscience ».

Comment traiter à la fois les problèmes d'ethnicité et les problèmes sociaux quand les questions d'ethnicité sont totalement manipulées et recouvrent l'ensemble des sujets sociaux ? Certains groupes trotskistes nigériens sous-estiment la question de l'ethnicité, me semble-t-il.

Il y a des entrepreneurs politiques qui manipulent ouvertement l'identité, et pas forcément des identités ethniques. Ils peuvent manipuler des identités noires dans un pays où il y a des métis. On peut manipuler n'importe quoi si cette chose existe. En revanche, il est clair que les problèmes sociaux ont des effets ethniques. Je donnais ainsi tout à l'heure l'exemple du nord du Mozambique, où la guérilla djihadiste n'a pas de mal à recruter de jeunes garçons contre le pouvoir du Frelimo. Même si cela ne concerne naturellement pas toute la population makonde, celle-ci, bien que minoritaire dans la province, a un meilleur accès à la rente de l'État. Cette question d'inégalité socio-économique s'exprime alors de manière ethnique : les Mwani disent « nous, on n'a rien, les Makone mangent tout ». Ce n'est pas une manipulation ethnique, c'est l'expression ethnique d'une inégalité sociale.

Cela me rappelle le fameux débat que Trotsky eut avec ses rares partisans, déjà exclus du Parti communiste, en Afrique du Sud. Le PC et la III^e Internationale déjà stalinisés défendaient le slogan de République noire et les jeunes trotskistes d'Afrique du Sud étaient pour une république sans couleur, si ce n'est rouge. Il s'agissait de leur part d'un universalisme bien abstrait parce que la règle de la majorité signifiait une république noire. Cela ne voulait pas dire que les Blancs devaient partir, mais qu'ils devaient perdre leurs privilèges de

Blancs et Trotsky avait défendu le slogan de République noire.

Nous marxistes, devons comprendre ce que signifie l'expression fameuse « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes* ». Elle ne signifie pas qu'il n'y a que la lutte des classes, que la conscience de classe. Une personne peut être blanche, noire ou métisse, elle peut être homme ou femme, elle peut être de gauche ou de droite, elle peut aimer le cidre ou la bière, elle peut préférer le rugby au football, elle peut avoir des tas d'identités, et le seul endroit où toutes les identités se mélangent c'est en elle-même, dans l'individu, le seul endroit indivisible sous peine de mourir. À un moment donné ce n'est pas nécessairement la question de classe qui va être la plus importante pour la mise en mouvement de cette personne : cela peut être le fait d'être musulmane, parce que la mosquée a été incendiée par des racistes, qui la met en mouvement, non pas en tant que prolétaire de religion musulmane mais en tant que personne musulmane tout court.

Ces camarades nigériens font des efforts pour dépasser les divisions mais c'est d'autant plus abstrait que précisément, dans l'histoire du Nigeria, la limite entre la zone musulmane et la zone animiste – plus christianisée parce que les missions chrétiennes n'ont réussi qu'en terre non musulmane –, correspond à l'ancien émirat de Sokoto, le grand État précolonial africain. Ces divisions n'ont pas été inventées par le colonisateur, elles sont historiquement produites. Le Nigeria est une construction artificielle comme beaucoup d'États postcoloniaux mais cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas fonctionner : si c'était un État social et hautement respectueux des différentes identités ethniques historiquement produites sur le territoire du Nigeria actuel. Le Nigeria justement est un État fédéral mais cela ne signifie pas en soi un meilleur respect social, économique et culturel pour les populations, du fait de l'existence de l'État capitaliste de la périphérie et de la catastrophe pétrolière.

La « révolution » de 1959 au Rwanda, où le pouvoir absolu de l'élite tutsi a été mis à bas, au lieu de prendre une trajectoire sociale, a au contraire pris une trajectoire ethniciste avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

Une mobilisation sociale peut s'exprimer selon une polarisation ethnique

(plutôt castiste à mon avis dans ce cas) parce que ce sont les lignes d'entente les plus disponibles pour les gens. Ce sentiment ethnique/castiste prend ensuite son autonomie : même si le problème social d'où il vient est résolu, la question ethnique ne disparaît pas comme par enchantement. Si une identité est massivement ressentie, le problème social qui l'a nourrie peut disparaître, cela peut éviter des massacres, mais cela n'évitera pas la perpétuation de cette identité sur plusieurs générations et la démocratie politique devrait en tenir compte.

Le cas de la Somalie est intéressant car c'est un État-nation ethniquement homogène, mais dont deux régions demandent leur indépendance, le Somaliland et Puntland.

En effet, il n'y a pas que la question ethnique, il existe en Somalie ce qui est appelé « clans » qui correspondent à ce que l'on appellerait des tribus dans le monde arabe, par exemple. Ce sont des structures politiques, en général pas des identités ethniques. Mais il ne faut pas avoir de l'ethnicité une vision statique. Des gens pouvaient se sentir somaliens auparavant et ne plus se sentir somaliens demain. Le Somaliland réclame son indépendance, et de fait l'a obtenue. C'est un État qui n'est reconnu par personne mais c'est la partie de la Somalie qui fonctionne le mieux ! Il y a même eu des élections qui ont été surveillées par des observateurs internationaux. La domination coloniale a eu aussi des effets identitaires. Je reprends mon exemple du nord du Mozambique avec les Makonde, ce groupe qui a été si important dans la lutte anticoloniale et qui a accaparé les postes de pouvoir. Il y a des Makonde des deux côtés de la frontière : au nord du fleuve Rovuma, on est en Tanzanie et au sud au Mozambique. 120 ans de colonisation, anglaise d'un côté, et portugaise de l'autre, ont eu des effets identitaires. Aujourd'hui, même s'ils reconnaissent que ce sont des cousins, les Makonde du sud savent très bien qu'ils ne sont plus tout à fait identiques aux Makonde du nord.

En Somalie, les ethnologues ont beau parler d'un seul pays, cela n'empêchera pas des contradictions internes qui font que certaines régions vont demander leur indépendance. Mais cette recherche d'indépendance n'est pas nécessairement ethno-nationale, elle peut être motivée par l'absence

de fonctionnement de l'État, qui n'est pas démocratique, qui n'apporte pas de progrès social ou qui a été accaparé par un clan alors qu'il y en a une bonne quinzaine, etc.

La Somalie montre deux choses. Premièrement, ce n'est pas parce qu'on a une identité, une homogénéité ethnique, que tout se passera bien, parce qu'il y a d'autres problèmes. Deuxièmement, l'identité change selon des trajectoires qui peuvent provoquer des disparités au sein de la population. L'identité n'est qu'une communauté de gens qui ressentent telle chose à un moment de la trajectoire identitaire.

Et concernant les tribus et les clans ?

On peut parfaitement employer le mot tribu sans paternalisme colonial. Une tribu est l'organisation politique d'une fraction de la population, avec une chefferie, des chefs délégués dans différentes régions. Il y en a dans le monde arabo-berbère, en Somalie (sous le nom de clans).

Au Mozambique par exemple, il y a de nombreuses ethnicités mais il n'y a pas de tribus parce qu'elles ont été brisées par le colonisateur portugais. Contrairement aux Anglais, les Portugais ont pratiqué l'administration directe, ils n'ont pas remis en selle les chefs traditionnels puissants mais vaincus, désormais dociles et gestionnaires locaux de l'État impérial européen.

Le clan est une organisation imaginaire (en tout cas dans les territoires que je connais). Une certaine catégorie de la population, sur la base de mythes animaliers, dit qu'elle descend de la tortue, ou

du singe. Il ne faut pas oublier que le mot « Bantou », avant de désigner une famille de civilisations africaines, voulait simplement « être humain » (opposé au règne animal). Ces origines animales mythiques impliquent des tabous alimentaires, par exemple ne pas manger de tortue si on descend de la tortue.

Les lignages sont l'organisation de la parenté – patrilinéaire si la descendance se fait par le père, et matrilinéaire par la mère. Dans ce dernier cas, cela ne désigne pas un pouvoir matriarcal mais une organisation sociale dans laquelle ce n'est pas le mari de la femme qui a le pouvoir mais le frère de la femme. Le lignage est défini par la mère, un peu comme dans le judaïsme classique.

Peut-être un mot de conclusion ?

Pour nous marxistes, il est grand temps de réfléchir pour intégrer l'ethnicité à la démocratie politique. Certes, il n'y a pas que les luttes pour la démocratie, il y a aussi des luttes sociales, les luttes de classes bien sûr, mais ces dernières ont besoin de démocratie et la démocratie politique a besoin qu'on y intègre l'ethnicité plutôt que de la combattre. Il ne s'agit pas de défendre la tradition, telle n'est pas la question. Si des choses sont bien dans la tradition, on les défend, et si des choses y sont mauvaises on les combat. Mais attention de ne pas désigner de faux coupables : par exemple l'excision féminine ne vient pas de l'islam, cela existait bien avant. Et on ne peut lutter contre cette « tradition » qu'avec les gens, pas contre eux.

Derrière le droit à l'identité, il y a le droit à l'égalité. J'ai le droit d'être Yoruba, d'être Makua ou autre, j'ai le droit qu'à l'école mes enfants soient alphabétisés dans cette langue, que le territoire de ma province soit dessiné selon les endroits où les gens qui parlent comme moi sont majoritaires, j'ai le droit que l'État soit localement bilingue. L'État peut être de langue anglaise, swahili ou portugaise mais il doit y avoir un bilinguisme officiel. Les fonctionnaires nommés ne doivent pas forcément être de l'ethnicité du lieu mais doivent savoir en parler la langue pour un service public respectueux des gens.

Pour les marxistes, je pense que c'est un enjeu très important en raison de l'évolution socio-économique de l'Afrique. Cette dernière

connaît actuellement une urbanisation galopante sans prolétarianisation. Les gens qui n'arrivent plus à vivre à la campagne viennent en ville mais n'arrivent généralement pas à entrer dans le mode de production capitaliste. Ils n'arrivent pas à devenir ouvrier-e, salarié-es. Pour devenir fonctionnaires, il faut des accointances ethno-clientélistes... Ces personnes ont alors besoin, pour leur survie sociale, de sauvegarder des liens de solidarité horizontale comme l'ethnicité. Ce n'est que plus tard peut-être, qu'ils ressentiront les liens de solidarité verticale, c'est-à-dire classe contre classe, prolétariat contre bourgeoisie. Mais l'immense majorité des pauvres en Afrique ne relèvent pas du prolétariat.

En effet, le prolétariat est loin d'être majoritaire (ni n'est nécessairement le milieu social le plus misérable), face à la plèbe urbaine. La plèbe n'est pas une classe, c'est une formation sociale instable de gens parfaitement inutiles pour le capitalisme puisqu'ils représentent à peine un marché (4). Ils peuvent mourir du sida, du Covid ou dans une guerre civile, ce n'est pas un problème pour le capitalisme. Mais ce sont des gens que les marxistes doivent défendre. Souvent, la question principale en Afrique n'est pas prolétarienne mais plébéenne et il n'est pas facile de définir des revendications transitoires pour ce genre de population. Nous n'avons pas de réelle tradition politique pour défendre ces gens mais il faudra qu'on l'invente. Les actuelles évolutions politiques en Afrique occidentale, par exemple (le raz-de-marée électoral du PASTEF aux élections sénégalaises de 2024, les coups d'État « anti-français » au Mali, au Burkina, au Niger avec, au début, un indéniable appui populaire, etc.) sont l'expression indirecte de la plébéennisation de la population, de surcroît extrêmement jeune. ■

Le 18 août 2024



Reinata Sadimba, artiste mozambicaine, à son atelier dans les locaux du Musée d'histoire naturelle de Maputo, 2017. © Daniel Gubler – CC BY-SA 4.0

4) Je ne confonds pas la plèbe et lce qu'on appelle « secteur informel ». Le secteur informel est une classification qui recouvre une large partie de la population dont l'activité économique n'est pas « légalisée » dans un cadre juridico-légal. Ce secteur informel recouvre diverses classes et formations sociales (prolétariat de petites entreprises elles-mêmes informelles, plèbe, milieux artisanaux, petits et moyens commerçants...). Je désigne par plèbe la population principalement urbaine qui ne fait plus partie du mode de production domestique de la campagne mais ne peut s'intégrer au mode de production capitaliste du fait du caractère périphérique du capitalisme dans ces pays.

Unifier une classe ouvrière divisée

Plus de vingt ans après la signature de l'accord du Vendredi saint, la « question nationale » en Irlande occupe à nouveau le devant de la scène. Cela est dû à plusieurs facteurs se combinant : les évolutions démographiques dans le Nord, le Brexit, ainsi que la montée du Sinn Féin dans le Sud.

Par
Paul Murphy

La question nationale pose d'innombrables questions aux socialistes qui luttent pour unir la classe ouvrière, au Nord comme au Sud, et mettre fin au système capitaliste. Nous sommes aujourd'hui confrontés aux effets, 100 ans après, du « carnival of reaction » (1) présenté par James Connolly à la suite de la partition de l'Irlande par l'impérialisme britannique.

Depuis le lancement de RISE, nous avons débattu de la position que le mouvement socialiste devrait défendre et de la manière dont nous devrions proposer une réponse socialiste à la question nationale en Irlande. Cet article contient certaines des conclusions de cette discussion, en particulier en ce qui concerne la manière dont les socialistes devraient répondre au sondage sur les frontières*.

Une brève histoire de l'oppression nationale

La question nationale est le terme employé par les marxistes pour aborder

* Les termes « protestant » et « catholique » seront utilisés tout au long de cet article pour désigner les personnes issues des communautés protestantes et catholiques. Bien que ce choix linguistique pose des problèmes, notamment parce qu'il implique qu'il s'agit d'une manière ou d'une autre d'un conflit « religieux », l'alternative consistant à décrire les personnes comme nationalistes et unionistes applique des étiquettes politiques à des personnes uniquement en fonction de leurs origines et ne parvient pas à saisir la nature communautaire de la division sectaire.

1) James Connolly, *Labour and Partition*, 1914.

2) La brève histoire décrite ici est principalement tirée de T.A. Jackson, *Ireland Her Own*, 1946, et de D. R. O'Connor Lysaght, « British Imperialism in Ireland », contenu dans *Ireland: Divided Nation, Divided Class*, 1987.

3) Pour en savoir plus, Christopher Hill, *The English Revolution 1640*, 1940.

4) Idem.

un problème d'oppression nationale non résolu. Par exemple, il existe de multiples questions nationales dans l'État espagnol, notamment l'oppression des peuples basque et catalan. Reconnaître l'existence d'une question nationale n'est cependant pas la même chose qu'identifier précisément quel est le problème. Chaque question nationale possède ses propres caractéristiques.

La plupart des théories marxistes sur l'impérialisme traitaient principalement des empires coloniaux qui étaient à leur apogée au 19^e et au début du 20^e siècle. D'autres écrits sur la question nationale traitaient principalement des pays européens qui avaient été incorporés dans des États plus vastes à travers diverses structures politiques dynastiques féodales. La question nationale irlandaise, telle qu'elle s'est développée au fil des siècles, présentait des caractéristiques de ces deux types (2).

La première incursion « britannique » (bien qu'en réalité antérieure au concept de Grande-Bretagne) fut l'invasion anglo-normande de 1169, destinée à empêcher que l'Irlande ne serve de base pour fomenter une rébellion contre la monarchie féodale. Au cours des siècles suivants, bien que le contrôle territorial ait été maintenu sur le « Pale » (la région comprenant Dublin et ses environs), les Normands se sont largement assimilés à la culture gaélique dans le reste de l'île. Vint ensuite la conquête des Tudor et des Stuart, qui parvint à rétablir le contrôle direct de toute l'Irlande au début du 17^e siècle. Dans le cadre de cette conquête, une politique brutale de « défrichage et de plantation » a été mise en place : les terres ont été confisquées aux chefs irlandais et vendues aux enchères à des propriétaires terriens anglais. La Plantation de l'Ulster a été la plus importante et la plus achevée, elle visait à établir une population fiable et loyale parmi des colons protestants principalement écossais.



Paul Murphy

Paul Murphy est militant de Radical, Internationalist, Socialist and Environmentalist (RISE), organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Irlande, partie prenante de People Before Profit. Il est député du *Dáil Éireann*, la chambre basse du parlement irlandais. Article publié en 2021 dans le numéro 2 de *Rupture*, le trimestriel écosocialiste irlandais. Le référendum dont parle l'auteur n'a finalement pas eu lieu. Traduit par Nath Coco. © House of the Oireachtas – CC BY-SA 4.0.

Lorsque la monarchie et l'Église catholique, qui était au cœur de la réaction féodale, ont été vaincues lors de la révolution anglaise (3), l'Angleterre est devenue une économie essentiellement capitaliste. Oliver Cromwell a fondé et dirigé la New Model Army, qui a joué un rôle décisif dans la défaite des royalistes. En 1649, il entreprend une nouvelle conquête brutale de l'Irlande, largement contrôlée par la Fédération catholique irlandaise, qui s'était alliée aux royalistes. La classe des propriétaires terriens catholiques fut dépossédée et la population catholique fit l'objet d'une discrimination systématique. En 1775, alors que les catholiques représentaient les deux tiers de la population, ils n'avaient plus que 5 % des terres. Christopher Hill a décrit la conquête cromwellienne comme « le premier grand triomphe de l'impérialisme anglais et la première grande défaite de la démocratie anglaise » (4).

L'Irlande s'est alors développée comme une colonie spécifique d'une Grande-Bretagne capitaliste, fonctionnant comme une partie arriérée du Royaume-Uni, devenant le « grenier de la Grande-Bretagne », avec d'importantes exportations de céréales. Celles-ci se sont poursuivies même pendant la Grande Famine de 1845 à 1849, qui a fait plus d'un million de victimes. Comme l'a dit James Connolly, « toutes ces personnes ont été sacrifiées sur l'autel de la pensée capitaliste » (5). Le nord-est de l'Irlande, qui a connu un véritable développement industriel, en particulier autour de Belfast, constitue une exception notable à ce sous-développement.

Inspirés par les révolutions américaine et française, et avec l'aide matérielle de cette dernière, les Irlandais-es se sont soulevés à plusieurs reprises pour tenter de mettre fin à la domination coloniale (et à leur oppression). La rébellion de 1798 des *United Irishmen*, qui a réussi à unir catholiques et protestants sous la direction de Wolfe Tone, a été la plus proche de la réussite.

Confrontée à ce qui aurait pu être une défaite, la stratégie britannique s'est orientée vers l'unification des anglicans et des presbytériens au sein d'un bloc protestant commun, puis vers la création consciente de divisions entre protestants et catholiques afin d'empêcher la réapparition d'un tel mouvement uni. L'Acte d'Union de 1801, qui continuait d'interdire aux catholiques l'accès aux fonctions publiques et excluait l'« émancipation des

catholiques », en est l'illustration. Cela n'a pas empêché des tentatives répétées de soulèvement tout au long du 19^e siècle, puis lors de l'insurrection de Pâques en 1916. Alors que les demandes de « Home Rule » (une forme de dévolution du pouvoir) se multipliaient, les conservateurs en particulier décidèrent que « la carte Orange serait celle à jouer », selon les termes de Lord Randolph Churchill (6).

Au lendemain de la révolution russe, l'impérialisme britannique est confronté à un mouvement révolutionnaire irlandais qui ne se contente pas de mettre sur la table la possibilité d'une libération nationale, mais qui met également à l'ordre du jour les rapports de classe. Le développement du militantisme ouvrier, les occupations de lieux de travail et de terres ainsi que des événements tels que la grève générale contre la conscription en 1918 et le soviet de Limerick en 1919 ont semé l'effroi au sein du gouvernement britannique. L'incapacité du mouvement ouvrier à contester l'hégémonie des nationalistes issus de la classe moyenne du Sinn Féin, et l'idée largement partagée que « le travail doit attendre » ont malheureusement conduit à ce que le potentiel de cette période n'ait pas été atteint.

“ Ignorer l'oppression ne la fait pas disparaître, ni la division qu'elle provoque, mais permet au contraire à l'oppression d'exister et de se reproduire au sein du mouvement ouvrier. ”

En réponse à cette menace, l'impérialisme britannique, tout en tentant de vaincre militairement et de réprimer les mouvements auxquels il était confronté, a poursuivi la stratégie du « diviser pour mieux régner » de manière toujours plus cynique. Il a entrepris de diviser l'Irlande en 1920 et a insisté sur cette partition dans le traité anglo-irlandais de 1921. Cette période de révolution irlandaise s'est achevée en 1922 par une contre-révolution qui a vu la création de l'« État libre », une société réactionnaire dominée par l'Église

catholique, où les républicains et les socialistes opposés au traité ont été exécutés sans procès, où la littérature subversive a été interdite et où les femmes ont été exclues de toute participation à la vie publique. Au nord de la frontière, la discrimination ouverte et l'oppression de la minorité catholique étaient la norme, avec une Royal Ulster Constabulary (RUC, Police royale de l'Ulster) sectaire, ainsi

que des groupes paramilitaires loyalistes, et le *gerrymandering*, un découpage des circonscriptions électorales visant à minimiser la représentation catholique.

Dans le Sud, une classe capitaliste faible et ses représentants politiques ont continué à s'appuyer sur l'autorité de l'Église catholique, tout en agissant pour faciliter l'exploitation des populations et des ressources par des capitaux étrangers, d'abord britanniques, puis américains et européens. Dans le Nord, la discrimination systématique s'est poursuivie, le logement s'avérant l'élément clé qui a déclenché le mouvement des droits civiques dans les années 1960.

Toute possibilité d'un mouvement de classe uni pour les droits civils et économiques a été rejetée par les dirigeants nationalistes conservateurs, qui ont fait le choix



Groupe de l'Armée des citoyens irlandais devant Liberty Hall. La bannière proclame « Nous ne servons ni le roi ni le kaiser, mais l'Irlande ». Photo prise au début de la Première Guerre mondiale. © Bibliothèque nationale d'Irlande.

5) James Connolly, *Labour in Irish History*, 1910.

6) Lettre à Lord Justice Fitzgibbon, 16 février 1886. L'ordre Orange est une société protestante, fondée en Irlande, dont le but est de favoriser les objectifs du protestantisme. En 1911, un certain nombre d'orangistes commencent à s'armer et à suivre un entraînement militaire. Le Conseil unionniste d'Ulster décide de mettre sous contrôle ces groupes armés, en créant une milice protestante, l'Ulster Volunteer Force, déterminée à s'opposer au Home Rule. L'appartenance aux loges orangistes et à l'UVF se recouvrait partiellement.



Des habitants cherchent des objets de valeur dans les décombres de Dublin, en Irlande, après l'insurrection de Pâques irlandaise, du 24 au 30 avril 1916. Domaine public.

de l'« unité anti-Unioniste » (c'est-à-dire l'unité catholique) plutôt que celui de l'unité de classe. Lorsque les manifestations pour les droits civiques ont été violemment attaquées par des gangs loyalistes, protégés par la RUC, et que des manifestant-es pacifiques ont été abattu-es par des parachutistes britanniques lors du Bloody Sunday, une partie importante de la jeunesse catholique, lassée de l'oppression et sans mouvement socialiste de classe conséquent à sa disposition, s'est tournée vers la lutte armée et vers l'IRA Provisoire. Il était compréhensible que les jeunes catholiques veuillent riposter à la situation à laquelle ils étaient confrontés. Cependant, la campagne de l'IRA a toujours été une impasse. Bien qu'elle soit fondamentalement différente des campagnes ouvertement sectaires des paramilitaires loyalistes, elle n'a pas pu vaincre militairement l'État britannique et a eu pour effet d'aggraver les divisions sectaires.

L'accord du Vendredi saint (accord de Belfast de 1998, NDLR), qui a mis fin aux *Troubles*, n'a pas résolu la question nationale ni mis fin à la profonde division de la société du Nord. L'accord de partage du pouvoir n'a fait que masquer le fossé histo-

rique entre les communautés, tout en institutionnalisant le sectarisme au sommet.

Les principaux partis politiques des deux côtés du fossé se sont unis pour mettre en œuvre des politiques néolibérales de réduction des dépenses et de privatisation, tout en se présentant comme les meilleurs représentants des intérêts de « leur » communauté pour se faire réélire.

Quelle est la nature de la question nationale aujourd'hui ?

Sans les actions de l'impérialisme britannique durant des siècles, il n'y aurait pas de question nationale en Irlande. En particulier, la partition de l'Irlande est responsable de la forme spécifique que prend la question nationale aujourd'hui. Cependant, l'une des conséquences des actions de l'impérialisme britannique est aujourd'hui l'existence de deux communautés distinctes dans le Nord avec des aspirations nationales conflictuelles.

Les catholiques ont été historiquement constamment discriminés au sein de l'État du Nord par les politiciens unionistes de

droite et par un État britannique heureux de pouvoir compter sur le soutien d'une majorité protestante. Bien que la discrimination économique active appartienne désormais en grande partie au passé, des résidus subsistent. Même si les vestiges des discriminations en matière d'emploi ou de logement disparaissaient, les catholiques resteraient certainement opprimés au niveau national, car leur souhait d'être dans un pays qui correspond à leur identité nationale est entravé et ils sont emprisonnés dans un État du Nord auquel ils ne s'identifient pas.

En raison de l'exclusion des catholiques d'une grande partie de l'industrie, ce sont les protestants qui, historiquement, ont occupé la grande majorité des emplois qualifiés et syndiqués. Cet accès préférentiel aux emplois qualifiés et, dans le domaine de la reproduction sociale, au logement, a constitué une partie de la base historique du bloc politique unioniste. Cependant, les théories qui traitent les protestants comme une « aristocratie ouvrière » super-privilegiée ou, pire encore, comme des « colons » équivalents aux Sud-Africains blancs, ne reposent sur aucun fait concret. La classe ouvrière protestante, même si les catho-

liques subissaient une discrimination directe en termes de logement et d'emploi, souffrait également de taux de pauvreté et de privation parmi les plus élevés du Royaume-Uni, comme en témoigne à Belfast la misère régnant autant dans Shankill Road que dans Falls Road (7).

Ce n'est pas l'avantage économique seul qui a permis de lier une partie des travailleurs à l'État britannique, c'est l'idéologie unioniste. Cependant, la stratégie du «diviser pour mieux régner» du capitalisme et de l'État britannique s'est effondrée à des moments cruciaux, lorsque de puissantes luttes conjointes de travailleur-ses catholiques et protestants ont surmonté la division, comme lors de la grève des ingénieurs de Belfast en 1919 et lors du mouvement de lutte contre le chômage dans les années 1930. Il existe de nombreux exemples contemporains, même s'ils sont plus modestes, d'une telle lutte commune, comme la puissante grève du secteur public en 2015. Ils démontrent le pouvoir de la lutte unie de la classe ouvrière et la possibilité de la redévelopper, en dépassant les divisions sectaires dont dépendent la classe dirigeante et les partis de l'establishment.

Cependant, en dépit de ces luttes, la persistance des divisions et leur capacité à être exploitées par une classe capitaliste cynique et impitoyable sont évidentes. La grève de 1919, qui comportait des éléments importants d'une grève générale, a été suivie d'une période de pogroms anticalholique en 1920, sciemment attisés par des employeurs désireux d'éviter une répétition de la grève de 1919. Jusqu'à 7 000 catholiques et 3 000 *rotten Prods* (socialistes et syndicalistes protestants) ont été expulsés des lieux de travail.

Approches socialistes de la question nationale

Pour déterminer comment aborder cette division, il convient d'étudier les contributions des marxistes sur la manière de répondre à la question nationale. Bien que Marx et Engels aient énoncé un principe internationaliste clair avec leur message vibrant selon lequel «*les travailleurs n'ont pas*

de patrie» (8) et qu'ils aient même anticipé les innovations programmatiques ultérieures de Lénine en soutenant l'indépendance de l'Irlande et de la Pologne, ils n'ont pas réussi à définir une approche globale. Engels, en particulier, a introduit un concept confus et non matérialiste de «*nations sans histoire*».

Il n'est donc pas surprenant que cette question complexe ait fait l'objet de débats animés au sein du mouvement socialiste après leur mort. Au sein de la Deuxième Internationale, la droite prônait une forme de «colonialisme socialiste», avec une argumentation horriblement raciste illustrée par l'argument d'Eduard Bernstein au congrès de Stuttgart de 1907, selon lequel «*les socialistes devraient eux aussi reconnaître la nécessité pour les peuples civilisés d'agir en quelque sorte comme les gardiens des non-civilisés*» (9).

Bien que la motion de la droite ait été rejetée au congrès de Stuttgart par un bloc du centre et de la gauche, le fait qu'elle n'ait été rejetée que de justesse, par 127 voix contre 108, illustre à la fois l'opportunisme déjà présent au sein de la social-démocratie et le manque de clarté quant à la manière d'aborder cette question. Même parmi ceux qui s'opposaient clairement au colonialisme, il y avait souvent une approche aveugle à l'oppression. Eugene Debs l'a bien illustré en parlant de l'oppression raciale, quand il écrivit : «*Nous n'avons rien de spécial à offrir aux Nègres et nous ne pouvons pas lancer d'appel pour toutes les races. Le parti socialiste est le parti de la classe ouvrière, quelle que soit sa couleur – l'ensemble de la classe ouvrière du monde entier*». (10)

En revanche, Lénine a insisté sur le fait que le mouvement marxiste devait avoir quelque chose de «spécial» à offrir aux Noirs des États-Unis et aux nationalités opprimées du monde entier. Ce quelque chose de «spécial» n'est rien d'autre qu'un engagement ferme à mettre fin à leur oppression spécifique (sous toutes ses formes, indépendamment des classes sociales), qui est au-delà de l'exploitation et de l'oppression, inhérentes au capitalisme, de tous les membres de la classe ouvrière.

Il reconnaissait que l'unité de la classe ouvrière ne pouvait être construite en ignorant ou en minimisant les formes d'oppression qui affectent des groupes spécifiques plutôt que l'ensemble des travailleur-ses. Ignorer l'oppression ne la fait pas disparaître, ni la division qu'elle provoque, mais permet au contraire à l'oppression d'exister et de se reproduire au sein du mouvement ouvrier. Au contraire, il a défendu l'idée d'une unité basée sur une opposition explicite à l'oppression et sur l'engagement à y mettre fin.

C'est à partir de cette analyse que la défense du droit à l'autodétermination s'est imposée. Il s'agissait d'un outil permettant à la classe ouvrière de la nation oppressive de démontrer qu'elle n'avait aucun intérêt à ce que l'oppression se poursuive et de contribuer à la construction d'une lutte unie de la classe ouvrière. Elle a également permis aux révolutionnaires d'une nation opprimée d'engager la lutte contre l'impérialisme, tout en cherchant à établir un lien entre la lutte contre l'oppression et la nécessité d'un changement socialiste.

Les bolcheviks ont clairement indiqué que les peuples de Géorgie, de Pologne, d'Ukraine, de Finlande et de toutes les autres nations historiquement opprimées par la Russie tsariste avaient le droit de déterminer leur propre avenir, y compris jusqu'au droit à l'indépendance. Dans le contexte d'un empire tsariste composé de multiples nationalités, avec une majorité de non-Russes, cet aspect était crucial dans la lutte pour gagner le soutien des masses. Comme le dit Trotsky dans son *Histoire de la Révolution Russe*, «*c'est seulement par cette voie que le prolétariat russe put graduellement conquérir la confiance des nationalités opprimées*» (11).

Appliquer la méthode de Lénine à l'Irlande

Il s'agit d'une véritable innovation dans la manière dont les socialistes doivent

7) Falls Road est la route principale traversant l'ouest de Belfast. Son nom évoque la communauté républicaine catholique de la ville, tandis que la Shankill Road voisine est majoritairement loyaliste et protestante, séparée de Falls Road par les Murs de la paix.

8) Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848.

9) John Riddell, *Lenin's Struggle for a Revolutionary International*, 2002, p. 40.

10) Eugene V. Debs, *The Negro In the Class Struggle*, 1903.

11) Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, 1930.

Question nationale – Irlande

appréhender les oppressions nationales (et les autres oppressions) et cela éclaire l'approche que nous cherchons à adopter aujourd'hui. Toutefois, le slogan du « droit à l'autodétermination » ne peut pas être simplement appliqué à n'importe quelle situation et constituer une réponse générale. Dans le contexte irlandais, qui a précisément droit à l'autodétermination ? Le peuple irlandais dans son ensemble ? Les catholiques du Nord, les protestants ou les deux ? Comment cette autodétermination peut-elle être exercée ?

En tentant d'aborder la question nationale en Irlande par ce biais, la gauche s'est engagée dans une impasse analytique

due à une pensée schématique basée sur comment déterminer quel groupe de personnes répond à la définition d'une « nation ». Ils auraient pu commencer par une liste de critères comme celle, tristement célèbre, établie par Staline – un homme qui allait déporter des nationalités opprimées entières – dans *Le marxisme et la question nationale* : « une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique [quoi que cela signifie !], qui se traduit dans la communauté de culture ». (12) En utilisant cette liste, les marxistes auraient pu alors décider si un groupe spécifique de personnes peut être ou non qualifié de nation...

Dans le contexte irlandais, qui a précisément droit à l'autodétermination ?

Cette approche mécanique ne nous aide pas vraiment à comprendre l'oppression nationale telle qu'elle existe dans le monde auquel nous sommes réellement confrontés, plutôt que dans des conditions imaginaires de laboratoire. Par exemple, le peuple Kurde ne serait pas considéré comme une nation selon la définition de Staline, car il n'a pas de « vie économique commune ». Pourtant, pour la plupart des marxistes, il semble évident que les Kurdes constituent une nation ayant le droit à l'autodétermination.

12) Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, 1913.

13) « La question noire aux États-Unis », 28 février 1933.

Au lieu de répéter ces erreurs, nous devrions utiliser la méthode fondamentale qui sous-tend le concept de « droit à l'autodétermination », plutôt que la formule elle-même. En d'autres termes, il s'agit de trouver un moyen d'unir la classe ouvrière, malgré ses divisions réelles, et de lui indiquer une voie à suivre pour prendre le pouvoir, afin qu'elle puisse résoudre la question nationale. Cela signifie analyser les réalités politiques existantes et s'y référer, plutôt que de s'engager dans une argumentation historique sur la question de savoir qui constitue une nation ou non. Comme l'a dit Trotsky à propos de l'oppression des

« Il existe de nombreuses voies que la classe ouvrière au pouvoir pourrait mettre en œuvre pour atténuer et finalement résoudre la question nationale en Irlande. »

Noirs aux États-Unis, « Un critère abstrait ne tranche pas cette question, mais beaucoup plus décisifs sont la conscience historique d'un groupe, ses sentiments et ses volontés » (13).

Les nations ne sont pas des catégories anhistoriques immuables, mais des groupes qui se composent, se décomposent et se recomposent en permanence. La composition même de ce qui est généralement considéré comme la nation irlandaise en est la preuve, avec les vagues de colons s'intégrant au fil du temps dans ce qui est devenu la nation irlandaise.

La grande majorité des protestants du Nord ne s'identifient pas comme faisant partie de la nation irlandaise ; seuls une infime minorité d'entre eux s'identifient comme Irlandais selon diverses

enquêtes. Bien qu'ils ne constituent pas une nation à part entière, ils forment une communauté distincte, avec des aspirations nationales différentes de celles des habitant-es du Sud et des catholiques du Nord. Les catholiques du Nord ne constituent pas une nation autonome, mais font partie de la nation irlandaise, incluant la grande majorité des habitant-es du Sud.

Une autre réalité politique est que, compte tenu des données géographiques et démographiques du Nord, l'exercice du droit à l'autodétermination des protestants ou des catholiques signifierait le refus de l'autodétermination à l'autre. Les deux communautés sont interpénétrées dans le nord-est de l'Irlande de telle sorte qu'il n'y a pas de redécoupage possible qui n'emprisonnerait pas d'importantes minorités dans un État auquel elles ne s'identifient pas.

Le capitalisme peut-il résoudre la question nationale en Irlande ?

C'est précisément parce que la question nationale en Irlande implique l'existence de deux communautés distinctes dans le Nord qu'elle est insoluble. S'il s'agissait simplement de la présence de l'armée britannique dans le Nord, elle pourrait être résolue relativement facilement par son retrait. Mais ce n'est pas le cas. Le résultat d'un siècle de partition et de division dans l'intérêt du capital signifie que ces communautés et identités distinctes ont une existence réelle qui ne peut être activée ou désactivée selon les besoins de l'impérialisme britannique.

Cependant, il ne s'ensuit pas, comme

Lors du Bloody Sunday, le 30 janvier 1972, les parachutistes emmènent les manifestants après avoir ouvert le feu sur la marche, à laquelle participaient jusqu'à 20 000 hommes, femmes et enfants. © Getty Images



certaines le prétendent, que la forme sous laquelle la question nationale est posée ne peut être modifiée au sein du capitalisme. En effet, la forme des différentes questions nationales dans le monde a changé à plusieurs reprises. Nous vivons dans une époque de changements considérables, mais avec une classe ouvrière affaiblie en termes de conscience de classe, d'organisation de masse et de direction, et donc souvent incapable d'imprimer sa marque sur les événements de manière décisive.

De nombreux résultats sont possibles dans le cadre du capitalisme. Nous ne devons pas sous-estimer le potentiel d'une réaction violente d'une partie de la population protestante contre la réunification de l'Irlande, la reprise d'un conflit sectaire important et même la possibilité de déboucher sur une guerre civile. Ce n'est pas la seule variante, cependant, et des alternatives où la pression de la classe ouvrière ainsi que les intérêts des États capitalistes impliqués sont suffisants pour éviter une telle guerre civile, sans être suffisants pour poser la question d'une révolution ouvrière, sont également possibles.

Dans ces situations, une Irlande unie sur une base capitaliste peut devenir une possibilité. Des solutions intermédiaires, telles que l'autorité conjointe des gouvernements irlandais et britannique pour une période déterminée, peuvent également exister. Au lieu d'être normatifs sur ce qui peut théoriquement se produire dans le cadre du capitalisme, nous devrions être ouverts à diverses possibilités.

Cependant, aucune de ces « solutions » dans le cadre du capitalisme ne fera disparaître la question nationale. Il y aurait probablement de la discrimination ou au moins une dynamique de concurrence des communautés sur l'allocation de ressources rares (logement et services publics par exemple) au niveau du conseil local ou de l'assemblée décentralisée. En tout état de cause, même sans discrimination directe, l'identité communautaire ne s'efface pas ou ne s'oublie pas rapidement. Les protestant-es constitueraient une communauté nettement minoritaire dans un État auquel ils ne s'identifient pas.

La classe ouvrière pourrait résoudre la question nationale

Ce n'est pas un vœu pieux de considérer que, si la classe ouvrière était aux commandes, les choses seraient différentes. En contrôlant fermement les ressources,

avec la participation démocratique des travailleur-ses de toutes les communautés, une société socialiste poserait les bases d'un recul des conflits nationaux au fil du temps, grâce à deux facteurs cruciaux.

Premièrement, en garantissant à chacun l'accès à un niveau de vie décent, avec des emplois, des logements et des services publics de qualité, elle éliminerait en grande partie les conflits, entre les différentes couches de la classe ouvrière, liés à l'insuffisance des ressources. Ces conflits, et la volonté de la classe capitaliste au pouvoir de les exploiter, sont un facteur crucial dans l'exacerbation des conflits nationaux.

Deuxièmement, en partant de la reconnaissance des droits des minorités nationales, y compris le droit à l'autodétermination, et en luttant pour l'unité de la classe ouvrière, la classe ouvrière au pouvoir serait en mesure de satisfaire des droits et des aspirations actuellement contradictoires. La Yougoslavie, bien qu'illustrant les possibilités de génocide lorsque les questions nationales explosent, donne également un exemple de la façon dont un État ouvrier (même déformé par le stalinisme) peut réduire les conflits nationaux. Sous Tito, grâce à la croissance économique et à l'autonomie des nations qui composaient la Yougoslavie, la question nationale a été atténuée. Bien entendu, la réapparition de la question nationale en Yougoslavie, avec l'éclatement sanglant de cet État, prouve que ces questions n'ont pas été « résolues » sous le stalinisme, elles ont simplement été limitées pendant un certain temps.

Il existe de nombreuses voies que la classe ouvrière au pouvoir pourrait mettre en œuvre pour atténuer et finalement résoudre la question nationale en Irlande. La plus simple et la plus facile de ces solutions est la constitution d'un État socialiste en Irlande, lié au développement d'un mouvement socialiste à travers l'Europe. La minorité protestante aurait joué un rôle dans le combat pour cet État, pour sa construction, elle ne souffrirait donc d'aucune discrimination et jouirait de tous les droits démocratiques en son sein.

Avec le temps, les protestant-es du Nord pourraient se considérer comme faisant partie intégrante de la nation

irlandaise, à l'instar des protestant-es du Sud. D'autres solutions, y compris l'autonomie de la communauté protestante du Nord au sein d'une Irlande socialiste, ou l'autonomie pour la région du nord-est de l'Irlande, sont également possibles et il appartiendra à la future classe ouvrière, en construisant une lutte unie contre le capitalisme, et une fois au pouvoir, de décider démocratiquement de la manière de résoudre cette question.

La question clé pour nous est de savoir comment unifier la classe ouvrière, aujourd'hui, contre la classe capitaliste, de manière à poser la possibilité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir et d'avoir l'opportunité de résoudre la question nationale. Notre analyse et notre stratégie pour l'avenir doivent donc reconnaître et s'opposer à l'oppression nationale existante des catholiques du Nord, tout en rassurant les protestants du Nord sur le fait que non seulement ils n'ont rien à craindre dans un futur État socialiste, mais qu'ils ont aussi beaucoup à y gagner.

Sondage sur la frontière

L'évolution démographique en Irlande du Nord est le principal facteur de changement dans la manière dont la question nationale est posée et perçue. Le fait que, d'ici quelques années, les personnes d'origine catholique représenteront probablement un pourcentage plus élevé de la population du Nord que celles d'origine protestante est d'une importance capitale. En 2016 déjà, il y avait plus de personnes en âge de travailler d'origine catholique (44 %) que d'origine protestante (40 %). Parmi les élèves, l'écart est encore plus important avec 51 % de personnes d'origine catholique contre 37 % d'origine protestante.

Depuis sa fondation, l'État du Nord est un État à majorité protestante (et présumée unioniste) et à minorité catholique. La disparition de cette majorité protestante et la tendance démographique claire vers une majorité catholique ébranlent la base de l'État du Nord.

De plus, ce fait démographique a une signification légale dans l'accord du Vendredi saint. Il contient une clause chargeant le secrétaire d'État pour l'Irlande

“L'évolution démographique en Irlande du Nord est le principal facteur de changement dans la manière dont la question nationale est posée et perçue.”

du Nord d'ordonner la tenue d'un scrutin « si, à un moment, il lui apparaît probable qu'une majorité des votants exprimerait le souhait que l'Irlande du Nord cesse de faire partie du Royaume-Uni et fasse partie d'une Irlande unie ». Simultanément, un scrutin équivalent serait organisé dans le sud de l'Irlande.

Si le recensement de 2021 indique un pourcentage plus élevé de catholiques que de protestants, la pression en faveur de l'organisation d'un scrutin sur la frontière augmentera considérablement. Il semble très probable que d'ici dix ans, les sondages d'opinion indiqueront la nécessité de déclencher un scrutin sur cette question de la frontière.

Toutefois, avant l'organisation d'un tel scrutin, cette question (et la question nationale en général) sera placée sur le devant de la scène politique. Outre le compte à rebours de l'horloge démographique, la montée en puissance du Sinn Féin dans le Sud donne un élan à ce processus. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ils ont systématiquement essayé d'utiliser le Brexit comme une opportunité de mettre en avant l'unification irlandaise. S'ils entrent dans un gouvernement de droite avec le Fianna Fáil ou le Fine Gael, ils profiteront sans aucun doute de l'occasion pour réclamer un scrutin sur la frontière, à la fois parce qu'il s'agit d'un élément central de leur existence politique et pour détourner l'attention de leur rôle probable dans la gestion du capitalisme et la mise en œuvre de l'austérité. C'est précisément ce qu'ils ont déjà fait dans le Nord.

Le Brexit et un nouveau référendum écossais pour l'indépendance sont des facteurs supplémentaires qui influencent le débat et la trajectoire de la question nationale en Irlande. L'État britannique en général est sur la voie de la désintégration. La sortie de la Grande-Bretagne de l'UE a souligné le déclin relatif de la position de l'impérialisme britannique, tout en posant avec acuité la question du positionnement d'une frontière renforcée – soit entre le Sud et le Nord de l'Irlande, soit entre l'Irlande dans son ensemble et la Grande-Bretagne.

D'une part, ces éléments peuvent renforcer le sentiment des communautés ouvrières protestantes d'être assiégées par une population catholique de plus en plus confiante. D'autre part, si les catholiques ont le sentiment que leurs aspirations à faire partie d'une Irlande unie seraient bloquées par l'État britannique

ou d'autres, même dans des circonstances où ils seraient majoritaires, en dépit du fait que l'accord du Vendredi saint est clair sur ce qui devrait se passer, le résultat pourrait être explosif.

La configuration politique de cette île est incroyablement complexe. Néanmoins, pour tracer une voie vers l'avenir, il faut aborder la situation politique telle qu'elle est, et non pas telle que nous voudrions qu'elle soit. Partant du point de départ compliqué d'aujourd'hui, les socialistes doivent formuler une approche pour s'opposer à l'oppression et unifier la classe ouvrière dans une lutte contre l'exploitation capitaliste et pour un changement socialiste.

Que devraient dire les socialistes à propos d'un référendum sur la frontière ?

Ce référendum est, à bien des égards, la manière la plus tranchante dont la question nationale nous est posée aujourd'hui. Un référendum des deux côtés de la frontière avec une réponse Oui/Non (ou la possibilité de s'abstenir) ne permet pas d'esquives ou de réponses interminables. Il n'est pas possible d'y répondre simplement en se référant à la solution socialiste que nous privilégions. Il exige une réponse concrète. Dans le cadre de l'élaboration d'un programme visant à unir la classe ouvrière et à lutter pour renverser le capitalisme, la manière dont nous répondons à un référendum sur la frontière est cruciale.

Un référendum frontalier dans le cadre de l'accord du Vendredi saint n'est pas *notre* réponse à la question nationale, tout comme l'accord du Vendredi saint n'était pas *notre* réponse au conflit sectaire dans le Nord. Il s'agit d'une « solution » créée par les partis politiques et les États capitalistes, qui comporte de nombreux dangers du point de vue de la lutte pour l'unification de la classe ouvrière et la défaite de l'impérialisme et du capitalisme.

Cependant, elle existe légalement et – en conséquence – politiquement, en tant

que point de référence pour les personnes issues de communautés catholiques qui cherchent à mettre fin à leur oppression nationale. Les socialistes devraient reconnaître qu'il est tout à fait raisonnable que les catholiques du Nord, qui ont été forcés d'entrer dans un État qui les opprime au motif qu'ils sont une minorité, s'attendent à ce que leur oppression prenne fin lorsqu'ils deviendront une majorité. Le référendum est déjà perçu comme le moyen le plus évident d'y parvenir, et le sera probablement de plus en plus.

D'autre part, les protestants de la classe ouvrière considèrent avec inquiétude un sondage frontalier. Cela s'explique à la fois par l'augmentation des tensions sectaires qui pourrait en résulter et par les conséquences d'un vote en faveur du oui, qui signifierait qu'ils sont forcés d'entrer dans un État dont ils ne veulent pas faire partie.

La possibilité que cela devienne un tournant vers une escalade de la violence et des affrontements sectaires est réelle. Cependant, pour les socialistes, qui sont une petite minorité à ce stade, répondre qu'ils « s'opposent » à un référendum sur

“ Pour les socialistes, qui sont une petite minorité à ce stade, répondre qu'ils « s'opposent » à un référendum sur la frontière équivaudrait à souffler sur un ouragan pour essayer de le faire disparaître. Cette situation va se produire, que nous le voulions ou non, et les socialistes doivent s'y engager. ”

la frontière équivaudrait à souffler sur un ouragan pour essayer de le faire disparaître. Cette situation va se produire, que nous le voulions ou non, et les socialistes doivent s'y engager.

S'opposer à l'idée d'un référendum frontalier, ou prôner l'abstention ou le boycott d'un scrutin s'il est organisé, n'est pas une stratégie susceptible d'unir une partie importante de la classe ouvrière et de lui indiquer la voie à suivre pour accéder au pouvoir. Pire encore, cela

reviendrait à commenter depuis la ligne de touche. Cela laisserait le champ libre aux nationalistes des deux camps pour prendre la direction du débat et des résultats.

Les socialistes devraient donc reconnaître la réalité politique qu'est l'imminence d'un référendum frontalier. Au lieu de créer une barrière entre eux et la majorité de la classe ouvrière de l'île en s'y « opposant », ils devraient chercher à intervenir pour façonner les termes du débat et le résultat.

Campagne indépendante de la classe ouvrière

Le référendum sur la frontière ne résoudra pas la question nationale et nous ne devrions pas le prétendre. En fait, comme nous l'avons souligné, il pourrait exacerber le sectarisme et les tensions entre les communautés. Cependant, nous ne pouvons pas dire aux catholiques, qui d'une position minoritaire sont sur le point de devenir une majorité, qu'ils devraient accepter ce *statu quo* jusqu'à ce que la lutte pour le socialisme soit prête à résoudre la question nationale.

Au contraire, nous devrions soutenir la tenue d'un référendum frontalier, à la fois comme un droit démocratique et comme un mécanisme permettant aux catholiques de mettre fin à leur oppression nationale. Nous devrions prendre parti sur la question concrète du référendum frontalier – conformément aux souhaits de la grande majorité des travailleur-ses irlandais-es, avec un contenu progressiste pour la plupart – en faveur de la réunification de l'île. Ce faisant, nous nous mettrions dans une bien meilleure position pour présenter nos arguments plus généraux en faveur de la nécessité d'un changement socialiste, notamment en mettant l'accent sur les droits de la minorité protestante.

Tout en soutenant un tel référendum et en appelant à voter oui, les socialistes doivent mettre en garde contre les dangers qu'il comporte. Il contient un risque significatif d'augmentation des tensions et même de conflit ouvert, dans la période entourant un tel scrutin. S'il avait lieu et que l'unification de l'île était majoritaire, il pourrait simplement changer la dynamique de l'oppression, les protestant-es se sentant contraint-es d'adhérer à un État auquel ils ne s'identifient pas, dans des circonstances de tensions communautaires accrues.

Pour éviter ces conséquences, il faut mettre en place une campagne anti-sectaire basée sur les communautés catholiques et protestantes de la classe ouvrière, indépendante des forces nationalistes, y compris le Sinn Féin qui plaidera en faveur d'un référendum frontalier et d'un vote en faveur du Oui. Dans le Sud, les socialistes ont le devoir particulier de sensibiliser à la crainte des protestant-es de devenir une minorité opprimée au sein d'un État unifié, en expliquant leurs préoccupations de perdre non seulement leur identité, mais aussi des services publics supérieurs à ceux du Sud. Nous devons insister sur la nécessité de protéger les droits de la minorité protestante, ainsi que d'autres minorités, au sein de cet État.

Il faudra argumenter que l'on ne veut pas l'unification de deux États capitalistes et sectaires, mais la création d'une Irlande laïque et socialiste, au sein de laquelle les droits des protestant-es, y compris le droit permanent à la double citoyenneté, seraient protégés. Au lieu de l'harmonisation à la baisse de l'impôt sur les sociétés envisagée par le Sinn Féin et de la création d'un paradis fiscal dans toute l'Irlande, nous devrions préconiser la propriété publique démocratique des principales sources de richesse de l'île, en les utilisant pour garantir un service national de santé de qualité dans toute l'île, des investissements dans des logements publics décents et des services pour tous, ainsi que des améliorations spectaculaires du niveau de vie de la population.

Ce changement socialiste ne peut être soutenu sur l'île d'Irlande seule. Il doit s'inscrire dans un mouvement international visant à mettre fin à la domination par la classe capitaliste et à remettre le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière. La construction d'une Europe socialiste démocratique, qui inclurait une coopération et des relations étroites avec les travailleur-ses de tout le continent, est un élément crucial de ce mouvement. ■

Le 27 janvier 2021



Belfast, septembre 1986. © Photothèque Rouge/Franck Houlgatte.

Se tenir debout. Douze portraits pour une politique sensible

Par
Michael Löwy

Ce remarquable recueil de textes présente douze portraits de personnages très divers, qui, malgré leurs évidentes différences, incarnent *une politique de la droiture* : Rosa Luxemburg, Édouard Glissant, François Maspero, Daniel Bensaïd, Jean-Luc Einaudi – l'historien du massacre des Algériens le 17 octobre 1961 –, Émile Zola, Charles Péguy, Léon Trotsky, Joseph Fouché, Roberto Scarpinato (le juge antimafia), Jean de La Fontaine, Lisa Fittko et Walter Benjamin. Comme chez les douze apôtres, figure dans cette liste un traître, un « Judas », aisément repérable : Fouché, le zélé chef de la police sous la République, Thermidor, le Consulat, l'Empire et la Restauration. Toujours du côté des vainqueurs, il incarne, de façon idéal-typique, l'opportuniste.

Par manque d'espace, je vais me limiter ici aux personnages qui me sont les plus chers : Rosa, Léon, Daniel, Lisa et Walter.

« *La fraternité universelle des travailleurs est pour moi ce qu'il y a de plus haut et de plus sacré sur terre, c'est mon étoile* ». Ces paroles romantiques révolu-



Michael Löwy

Michael Löwy est militant de la IV^e Internationale. Il est l'auteur notamment de *L'étoile du matin, Surréalisme et marxisme*, janvier 2000, Syllepse, et de *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion*, Orange, Éditions le Retrait, 2020.

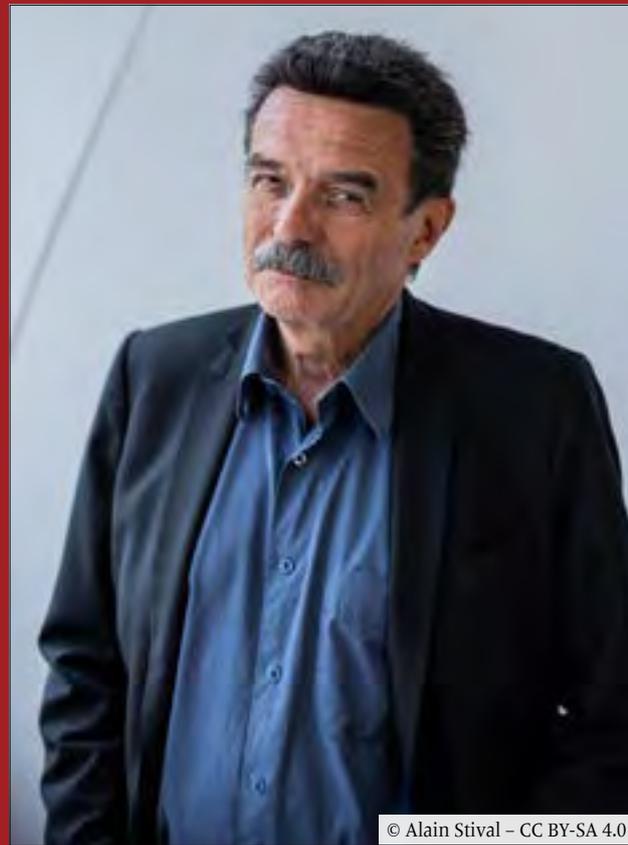
tionnaires de Rosa Luxemburg ne relèvent pas, insiste Edwy Plenel, de la naïveté, mais de la droiture. Quand tant de socialistes capitulèrent devant le chauvinisme de l'Union sacrée, Rosa Luxemburg, « *cette femme qui marchait en boitant, était un des rares personnes à se tenir étonnement droit* ».

Rosa nous indique, conclut-il, les trois sentiers de l'espérance, pour empêcher les catastrophes d'un monde qui court aveuglément à sa perte : solidarité internationale, exigence sociale, revendication démocratique.

Le chapitre dédié à Daniel Bensaïd, dont il était un proche ami – malgré quelques éventuels désaccords – est le plus émouvant de cet ensemble. C'est un hommage intense et profond à celui qui « *restera un exemple pour toutes et tous qui ne se rendront jamais à l'ordre du monde* ». Il s'agit de la préface d'Edwy Plenel. à la réédition de *Jeanne de guerre lasse*, un livre où Bensaïd érige la Pucelle d'Orléans en figure de la résistance universelle qui anime la grande fraternité des vaincus.

Son œuvre après 1989 est un combat permanent pour résister à l'air du temps : Bensaïd se dressait ainsi, observe Edwy Plenel, « *presque seul, contre le monde moderne de l'argent* », un monde glacé et égoïste. Tandis que tant d'anciens « gauchistes » des années 1960 ont tourné leur veste, « *sa haute figure, intègre et raide, sauvait de la débâcle la génération de Mai 68* ».

Léon Trotsky : si l'on peut critiquer son « avant-gardisme » du début des années 1920, quand il prônait la « militarisation des syndicats », le fondateur de l'Armée Rouge ne reste pas moins, aux yeux d'Edwy Plenel, celui qui sauva l'espoir de sa débâcle, la révolution de sa trahison. Il a su, face au désastre stalinien, « *ne pas renoncer, ne rien renier, ne pas capituler* ». En fait, dans son texte de jeunesse, *Nos tâches politiques* (1904), il avait déjà eu, en critiquant le « substitutionnisme » qui conduit à la « dictature sur le prolétariat », la prescience du stalinisme.



© Alain Stival – CC BY-SA 4.0

Edwy Plenel, *Se tenir debout. Douze portraits pour une politique sensible*, Paris, Seuil, 2023, 315 pages, 21 euros.

Quelles que soient ses faiblesses humaines, fautes ou erreurs, conclut Edwy Plenel, « *la vie de Trotsky éclairera longtemps le chemin de celles et ceux qui n'entendent pas se résigner à l'ordre des choses, à ses injustices et ses oppressions* ».

Le dernier chapitre de ce beau recueil est dédié à Lisa Fittko, l'antifasciste allemande réfugiée dans le sud de la France, qui a ouvert, sur les Pyrénées, la « route F », par laquelle ont transité, avec son aide, plus d'une centaine de réfugiés persécutés par Vichy et la Gestapo. Parmi eux, Walter Benjamin, « *à la fois prophète messianique, marxiste hétérodoxe et communiste radical* », dont l'œuvre va inspirer, un demi-siècle après sa mort, la pensée de Daniel Bensaïd. À l'instar d'une bouteille jetée à la mer, la force prophétique de ses écrits fut d'avoir réussi à sauver l'espérance, la foi dans la révolution comme interruption de la course à l'abîme.

Dans ce dernier chapitre, Edwy Plenel rend hommage à d'autres « passeurs de frontières » : Michel Warschavsky (« Mikado » pour les amis) et Elias Sanbar, deux internationalistes dans la mortifère frontière israélo-palestinienne. ■

Le 19 octobre 2024